



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2648  
3 mai 2019  
1,20 € • DOM: 1,80€



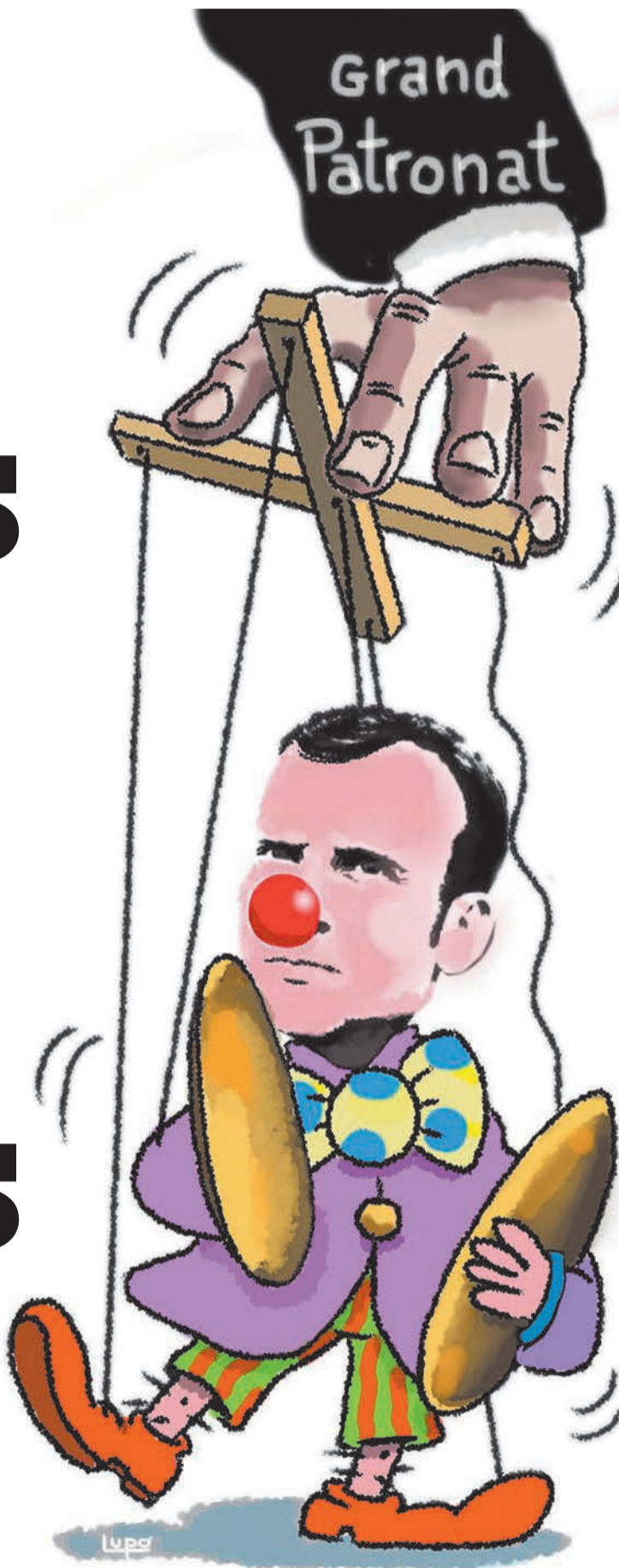
**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE** **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Macron, président des riches un jour, président des riches toujours !**



**Hôpital, école...**  
**Des promesses  
sans moyens**

Pages 3, 5 et 14

**Retraites**  
**Baratin maximum,  
pensions minimum**

Page 6

**Soudan**  
**La mobilisation  
continue**

Page 9

# Macron, président des riches un jour, président des riches toujours !

La conférence de presse de Macron, jeudi 25 avril, n'a sans doute convaincu que ses ministres et députés. Les gilets jaunes et le gros du monde du travail n'attendaient pas grand-chose de son grand débat. Et il n'en est rien ressorti, sinon que Macron poursuivrait sa politique. Il n'est pas question d'augmenter le smic. Il promet que la retraite minimum passera à 1000 euros, une somme qui ne permet pas de vivre dignement. Et s'il a promis d'indexer de nouveau les retraites de moins de 2000 euros sur la hausse des prix, et encore seulement en 2020, on le doit à la mobilisation des gilets jaunes.

Il a annoncé qu'il ne fermerait plus d'écoles ni d'hôpitaux ? Mais depuis qu'il est président, une quinzaine de maternités ont fermé. À force de coupes, les urgences sont saturées, les hôpitaux craquent, et la situation dans les Ehpad est catastrophique. Et Macron a expliqué qu'il continuerait de baisser les dépenses publiques.

Il a promis une baisse de l'impôt sur le revenu ? Mais si le manque à gagner n'est pas pris dans les coffres-forts des capitalistes, il le sera dans les poches des classes populaires. Macron maintient la suppression de l'impôt sur la fortune et il s'est de nouveau engagé à réduire la taxation des bénéfices des sociétés.

Il dit ne pas reporter l'âge légal de la retraite ? En disant qu'il faudra travailler plus, il prépare une offensive sur ce terrain. Au prétexte de l'augmentation de l'espérance de vie – qui d'ailleurs ne progresse plus –, il veut allonger la durée de cotisation sous peine de décote. Autrement dit, partir à 62 ans serait toujours possible, mais avec une pension encore diminuée ! Dans la pratique, beaucoup, usés par un travail pénible ou poussés vers la sortie par leur patron, partiront avec une pension indigne.

Enfin, Macron a promis le plein emploi d'ici à 2025 ? Hollande avait déjà promis d'inverser la courbe du chômage. On sait ce qu'il en a été : il y a aujourd'hui 5,6 millions de personnes inscrites à Pôle emploi.

Les travailleurs qui perdent leur emploi en retrouvent parfois un, mais le plus souvent avec un salaire réduit et des conditions de travail dégradées. Par exemple, 576 salariés du papetier Arjowiggins ont été licenciés le 17 avril. « Où

qu'on aille, expliquait l'un d'eux, on va perdre au minimum 200 euros, quand ce n'est pas plus. » Sans compter l'obligation de faire plus de route, voire de déménager. Quant aux emplois de la « nouvelle économie », ils sont le plus souvent dignes du 19<sup>e</sup> siècle. Comme ces livreurs de repas à vélo, qui ne bénéficient d'aucune garantie de salaire, ni d'horaire, ni de couverture maladie ou accident. Ou encore ces autoentrepreneurs qui ramassent des trottinettes électriques et les rechargent, chez eux, la nuit, pour cinq euros l'unité !

En réalité, la feuille de route de Macron et, derrière lui, de la classe capitaliste qui commande, c'est de poursuivre la dégradation de la condition ouvrière.

C'est cette dégradation qui alimente l'enrichissement de la grande bourgeoisie. Si quelques privilégiés peuvent déboursier, rubis sur l'ongle, un milliard d'euros pour Notre-Dame, s'ils font un chèque de 200 millions comme nous en faisons un de 20 euros, c'est qu'ils ont gagné cet argent sur le travail de leurs salariés.

Macron maintient son cap. Aux travailleurs d'affirmer le leur ! Dans quelques semaines, le 26 mai, auront lieu les élections européennes. Lutte ouvrière y présente une liste, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, pour défendre les intérêts des travailleurs contre ceux du grand capital. Une liste composée d'ouvriers, d'employés et de techniciens, de cheminots, de personnel des hôpitaux et de l'éducation, de femmes et d'hommes dont le travail fait fonctionner la société.

Cette liste milite pour la hausse du pouvoir d'achat, par l'augmentation des salaires, des pensions et des allocations, et leur indexation sur la hausse des prix.

Contre le chômage, elle milite pour l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire.

Contre le parasitisme capitaliste et pour faire la lumière sur les circuits de l'argent, elle réclame le contrôle sur les comptes des entreprises et sur les grandes fortunes privées.

Voter Lutte ouvrière, c'est affirmer ces objectifs. Cela ne suffira bien sûr pas pour changer le rapport des forces. Mais cela permettra de faire entendre le camp des travailleurs et de préparer les luttes de demain.

## Au sommaire

<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>		Toulouse : l'amiante à l'école 5	Ventes d'armes : "le bureau des légendes" plus vrai que nature 12	L'Arabie saoudite : un régime sanguinaire 9	Strasbourg 14	
Impôts : aux capitalistes et aux riches de payer 3	Éducation : enfants sans école 5	Université de Metz : "pas de racisme dans ma fac" 12	Libye : rivalités impérialistes, milices et or noir 10	SNCF 14	Morts au travail 15	
Niches fiscales : Macron préserve le grand capital 3	Le Havre : une directrice d'école sanctionnée 5	CKB - Allonnes : les travailleurs ne doivent pas payer ! 12	Algérie : la mobilisation se poursuit 10	Les accidents du travail en France 15		
Écoles : encore des promesses sans moyens 3	Macron et les retraites : des coups pour les salariés, des miettes pour les retraités 6	C&A : fermeture de magasins 12	<b>ENTREPRISES</b>		<b>IL Y A 100 ANS</b>	
		<b>DANS LE MONDE</b>		Vinci 13	La vague de grève du printemps 1919 11	
Violences policières : des victimes témoignent 4	Retraite minimum et baratin maximum 6	Élections en Espagne : les socialistes l'emportent, mais le seul vote utile, c'est la lutte des travailleurs 8	Justice et crimes de guerre : "la raison du plus fort est toujours la meilleure" 8	Toyota - Onnaing 13	<b>ÉLECTIONS EUROPÉENNES</b>	
Gilet jaune condamné : deux poids, deux mesures 4	Retraite chapeau : régime "spécial" pour PDG 6	Soudan : face aux manœuvres des militaires, la mobilisation continue 9			À travers la campagne 16	
Macron et l'immigration : un fumet vichyste 4	Boeing 737 : un Max d'insécurité 6			Alençon 13	Réunions publiques 16	
Travailleurs de la fonction publique : en grève le 9 mai ! 5					Dans les bulletins Lutte ouvrière 13	Les prix flambent, augmenter les salaires ! 16
				Hôpitaux : état d'Urgences 14	<b>LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE</b>	
					Le programme 7	

## Impôts : aux capitalistes et aux riches de payer !

Lors de sa conférence de presse, Macron a promis de diminuer de cinq milliards les impôts sur les revenus des classes moyennes. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a précisé quelques jours plus tard la pensée présidentielle. Les foyers fiscaux de la première tranche paieraient 350 euros de moins en moyenne, ceux de la tranche suivante y gagneraient 180 euros. Au-delà de 73 779 euros de revenu imposable pour une personne seule, il n'y aurait pas de diminution. Cette mesure toucherait 15 millions de foyers fiscaux.

Pour qu'un célibataire sans enfant soit imposable, il lui suffit de toucher le salaire mirobolant de 1 400 euros net. Pour une famille, le seuil est bien sûr plus élevé et dépend du quotient familial, mais reste dans les mêmes ordres de grandeur, ou plutôt de maigreur. Et pourtant la moitié des foyers fiscaux ne sont pas imposables : cela seul donne

une idée du niveau de vie réel des classes populaires.

Quant à la prétendue classe moyenne, en fait les familles de travailleurs avec deux salaires réguliers, il n'est pas même pas certain qu'elle bénéficie de cette mesure. La simple hausse des seuils d'imposition, réévalués chaque année avec l'inflation, diminue chaque année le nombre de

foyers imposables, car elle se conjugue avec le gel des salaires. Écrémage par le bas pour cause de salaire bloqué, baisse de revenu pour cause de chômage, de changement d'emploi, de mise à la retraite, accidents de la vie nettement plus fréquents que les billets gagnants à la loterie : l'appauvrissement continu de la classe travailleuse fait qu'elle est de moins en moins concernée par l'impôt sur le revenu.

Les travailleurs en revanche paient presque à eux seuls la TVA, qui représente 50 % des ressources de l'État, contre 15 % pour l'impôt sur les sociétés et 19 % pour l'impôt sur le revenu. C'est un impôt à taux fixe. Bernard Arnault paye la même TVA sur la baguette

que lui propose son major-dome qu'un travailleur du bâtiment qui dort dans sa voiture pour économiser de quoi envoyer à sa famille.

Autrement dit, ceux qui par leur travail font fonctionner toute la société et produisent toutes les richesses sont aussi ceux qui doivent payer pour l'entretien de l'État. C'est aussi leur travail qui fabrique, au fil des ans et des générations, la fortune des dynasties

capitalistes, fondement de la puissance sociale des possédants et de leur mainmise absolue sur l'État.

Ainsi les travailleurs payent tout, pour tout et de multiples façons. La justice fiscale, pour autant que le mot ait un sens, serait que les possédants acquittent un impôt lourdement progressif et que les impôts indirects sur la consommation soient supprimés.

Paul Galois

## Niches fiscales : Macron préserve le grand patronat

Pour financer la baisse de cinq milliards d'euros d'impôt sur le revenu, Macron l'a assuré, il ne se contentera pas de demander aux salariés de travailler plus longtemps. Il y est allé de son couplet sur les efforts à partager, affirmant vouloir supprimer certaines niches fiscales pour les entreprises.

Sur les 474 niches fiscales recensées en France, les crédits et réductions d'impôt bénéficiant aux entreprises sont évalués à 40 milliards d'euros, soit 40 % du total. Rien que cela ! « Sur 40 milliards de niches, on doit bien pouvoir trouver quelques centaines de millions d'euros », a déclaré Darmanin, le ministre des Comptes publics. Quand il s'agit de piocher dans les poches des

travailleurs et des classes populaires, le gouvernement prend moins de gants, et cela ne se chiffre pas par centaines de millions d'euros, mais par milliards, voire dizaines de milliards.

Le dirigeant du Medef, principal syndicat patronal, a comme il se doit jugé la mesure inacceptable, hurlant au scandale et à la ruine. Les capitalistes se défendent toujours bec et

ongles, même s'ils savent parfaitement qu'ils ne seront en rien ruinés.

En réalité, les principaux cadeaux dont bénéficie le grand patronat sont intégralement préservés. Lundi 29 avril, Édouard Philippe annonçait déjà qu'il ne toucherait pas au crédit impôt recherche (CIR), ce dont il avait été très vaguement question quelques jours auparavant.

La secrétaire d'État à l'Économie, Agnès Pannier-Runacher, lors d'un débat à l'Assemblée nationale sur la politique industrielle du gouvernement, a même tenu à préciser que le gouvernement avait

« sanctuarisé le crédit impôt recherche, 6 à 7 milliards d'euros par an, pour faire de nos ingénieurs français les ingénieurs les plus compétitifs d'Europe », et pour le plus grand profit des principaux groupes industriels qui peuvent empocher ces sommes sans avoir véritablement à rendre des comptes.

Macron maintient pour 2019 les 40 milliards, au titre du crédit impôt compétitivité emploi (CICE), dont vont bénéficier, sous prétexte de soutenir l'emploi,

bien des groupes qui licencient massivement. Il a de plus promis une baisse de l'impôt sur le bénéfice des sociétés de 33 % à 25 %.

En fait, ce n'est qu'une comédie orchestrée pour faire croire que Macron n'est pas (seulement) le président des riches, qu'il a le souci de l'intérêt général.

Tout cela dans l'espoir de faire accepter plus facilement de nouveaux sacrifices aux travailleurs... pour financer les nouveaux cadeaux au grand patronat.

Arnaud Louvet

## Écoles : encore des promesses sans moyens

Macron s'est engagé à dédoubler toutes les grandes sections des écoles en zone prioritaire et à plafonner l'effectif des classes de la grande section au CE1 à 24 élèves, partout, à partir de 2020.

Dans les jours qui ont suivi la conférence de Macron, Blanquer, le ministre de l'Éducation, a seulement évoqué la création de 2 000 postes par an. Or, selon un calcul du journal Les Échos, il faudrait environ 10 000 postes pour parvenir à l'objectif fixé par Macron. Autant dire qu'il y a loin de la promesse à la réalité.

Macron s'est aussi engagé à ne plus fermer d'écoles sans le consentement du maire. Blanquer a rajouté, lui, qu'il y aurait toujours des fermetures de classes, qui selon lui sont inévitables.

Tant mieux si certaines classes peuvent fonctionner avec 12 ou 24 enfants au maximum car, depuis le dédoublement des CP, les enseignants et les parents ont pu constater l'amélioration des conditions d'apprentissage. Mais, à supposer que le gouvernement tienne sa promesse, il tentera de le faire au détriment des moyens consacrés aux autres niveaux dans le primaire, au collège ou dans les lycées. La réalité que vivent aujourd'hui beaucoup de parents et d'enseignants, c'est une aggravation des conditions d'enseignement.

Les banderoles contre les fermetures de classes et d'écoles que l'on peut voir dans de nombreuses villes en témoignent. Les mesures annoncées par Macron ne

permettront pas, dans la plupart des cas, une véritable amélioration, car pour cela il faudrait y consacrer des moyens à la hauteur des besoins, qui sont énormes :

il faudrait plus de personnels, plus de locaux, et donc plus de moyens financiers. Tout cela, Macron ne l'envisage absolument pas.

Inès Rabah



École bloquée en Seine-et-Marne pour protester contre la fermeture d'une classe.

LP-SEBASTIEN BLONDE

# Violences policières : des victimes témoignent

Il n'y a pas que Macron qui organise des conférences de presse. Dimanche 28 avril à 11 heures, des gilets jaunes en ont organisé une à la Ferme de l'horloge à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, mais il y avait beaucoup moins de médias.

Une vingtaine de blessés graves depuis le début du mouvement étaient présents et ont expliqué chacun dans quelles circonstances ils avaient été mutilés. À les voir ainsi rassemblés, la brutalité de la répression se montrait sans fard. Pour beaucoup, ce sont des jeunes qui se sont retrouvés handicapés pour la vie, comme ce plombier de 30 ans

incapable de continuer dans son métier après avoir perdu une main.

Les gilets jaunes présents à Gennevilliers avaient eu connaissance de 22 personnes éborgnées, c'est-à-dire ayant perdu un œil ou son usage, et de cinq personnes ayant eu une main arrachée; un homme a dû subir une ablation du testicule et un autre a perdu



À Gennevilliers, le 28 avril.

l'odorat. Parmi les blessés du 20 avril à Paris, par exemple, les secouristes ont dénombré 33 personnes touchées par des tirs de LBD, et 23 atteintes par des grenades explosives de désencerclement ou des GLI F4

(grenades lacrymogènes instantanées).

« Vous avez 19 personnes devant vous et vous n'avez que 26 yeux qui vous regardent. Faites le compte : il y a un problème », s'est écrié Jérôme Rodriguez, lui-même atteint à l'œil lors de la manifestation du 26 janvier. « On réclame la vérité, la justice et l'interdiction des armes dites sublétales », a expliqué le porte-parole du collectif. « La vérité est bafouée quotidiennement. Rappelez-vous Macron n'hésitant pas à dire, le lendemain des blessures graves de Geneviève Legay à Nice, que cette dame n'avait pas été en contact avec les forces de l'ordre. Et, en plus, en osant lui faire la morale. »

La justice ? Plusieurs

blessés ont tenté de porter plainte mais, comme par hasard, les caméras de surveillance étaient en panne, et plusieurs procédures restent sans suite.

Les manifestants présents souhaitent faire un recensement de tous les blessés depuis le début du mouvement et ont annoncé la création d'un collectif « Les mutilés pour l'exemple », faisant ainsi référence aux fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale.

Cette conférence de presse a eu au moins le mérite de révéler crûment les violences dont ont été victimes les manifestants, et de dire que ceux-ci n'avaient pas l'intention de se taire.

Correspondant LO

## Gilet jaune condamné : deux poids, deux mesures

Le gilet jaune qui, lors d'une manifestation le samedi 20 avril, avait lancé « Suicidez-vous » aux policiers, a été rapidement jugé. Il a été condamné à huit mois de prison avec sursis, assortis de 180 heures de travaux d'intérêt général. Il devra

en outre verser 500 euros de dommages et intérêts à chacun des deux policiers qui avaient porté plainte.

On peut blesser plusieurs centaines de manifestants, en mutiler au moins une vingtaine et s'en tirer sans poursuites judiciaires faute de

preuves, du moins quand on fait partie des forces policières. Mais lorsque l'on est dans l'autre camp, celui des gens qui n'appartiennent pas au monde des nantis, voilà où risquent de vous conduire quelques paroles en l'air.

M.L.

## Macron et l'immigration : un fumet vichyste

Lors de sa conférence de presse du jeudi 25 avril, Macron a choisi de se mettre en scène en chauvin assumé, déployant une vaste panoplie de déclarations antimigrants destinées à plaire à l'électorat le plus réactionnaire.

Ce président, qui aime à jouer les esprits ouverts et à se présenter en européen convaincu, cherchait à faire oublier sa politique dévastatrice pour les salariés en désignant les migrants comme la cause de leurs problèmes.

Sur un ton martial, il a déclaré vouloir faire de la question migratoire son combat principal, à égalité avec l'écologie. Le contenu de ses propos était directement pioché dans

les préjugés et les élucubrations des politiciens les plus chauvins. S'inspirant du Rassemblement national qui présente l'Europe comme une passoire, il a déclaré : « Les frontières communes, Schengen, les accords de Dublin, ne marchent plus. » Il a repris presque mot pour mot les

bêtises xénophobes d'un Dupont-Aignan, assénées avec une assurance crasse : « Pour être ouvert, il faut des limites », « Pour accueillir, il faut une maison, donc il faut des frontières ».

La posture chauvine de plus en plus clairement assumée de Macron remet en cause un des rares avantages de l'Union européenne pour les salariés, la possibilité pour ses membres de circuler d'un pays à un autre, voire d'y travailler, sans avoir à constamment présenter ses papiers à chaque frontière.

Pour Macron, l'urgence de l'heure est de renforcer les contrôles aux frontières de l'Europe. Comme si les milliers de personnes qui meurent chaque année, noyées en Méditerranée n'étaient pas encore suffisants ? Le prétendu idéal européen de Macron tend à s'effacer derrière la manœuvre politicienne. Son ambitieux « projet national » se résume à celui de sa future réélection. « L'art d'être français » revendiqué par Macron, même assorti de fioritures littéraires, rejoint sur le fond celui d'un Dupont-la-Joie satisfait d'afficher sa

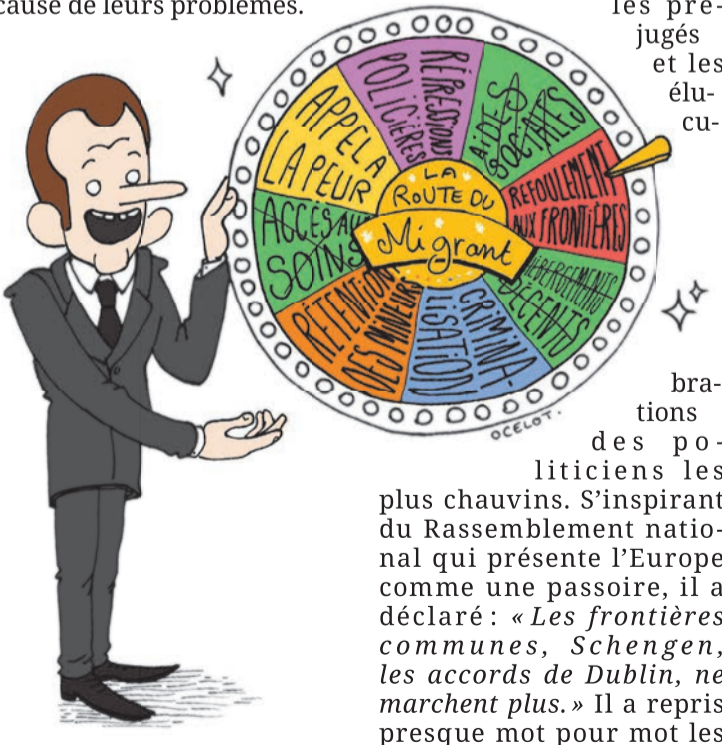
xénophobie. Même dans son ton, Macron copie toujours plus platement les postures de Sarkozy à l'époque où il voulait siphonner l'électorat du Front national. Macron a d'ailleurs profité de l'occasion pour promettre un débat annuel sur l'immigration au Parlement, reprenant ainsi à son compte la proposition démagogique des Républicains que son parti, la République en marche, rejetait la veille.

Le pire, si on peut dire, des déclarations de Macron visait les travailleurs d'origine africaine. La formule choisie, parlant d'une Europe devant « repenser sa coopération avec l'Afrique pour limiter l'immigration subie », n'était pas seulement humainement ignoble mais lourde de menaces. Ce ne sont pas seulement les soi-disant abus du droit d'asile que le président a critiqués, alors que les refus d'accorder ce droit élémentaire n'ont jamais été aussi systématiques. Mais c'est aussi le droit de vivre avec sa famille, reconnu tardivement à travers les procédures de regroupement familial, que Macron a ouvertement remis en cause.

Seul un fieffé réactionnaire, ennemi patenté des travailleurs dans tous les domaines, peut ainsi présenter l'immigration comme un fardeau, une charge à partager. Pour tout salarié conscient, installés ici depuis souvent des générations, les travailleurs d'Afrique qui ont dû quitter leurs pays ravagés, en particulier par la France, par le colonialisme hier et par l'impérialisme aujourd'hui, sont les bien-venus ici.

Ce ne sont pas seulement des hommes réduits à la misère et à braver des périodes toujours plus dangereuses pour fuir des vies impossibles. Comme chacun d'entre nous, ils sont simplement contraints d'aller vivre en tant qu'exploités là où ils peuvent gagner leur vie, parfois très loin de leurs proches et de la vie qu'ils espéraient. Ce sont de futurs voisins de palier, des collègues de travail, des camarades précieux dans tous les combats à mener contre nos ennemis communs que sont les exploités.

Gilles Boti



# Travailleurs de la fonction publique : **en grève le 9 mai!**

**Les neuf centrales syndicales de la fonction publique (d'État, territoriale et hospitalière) appellent les salariés à la grève le jeudi 9 mai.**

Comme l'ensemble des travailleurs, ceux de l'État ont vu leur pouvoir d'achat lourdement amputé par le blocage des salaires. En l'occurrence, le point d'indice, qui sert de base à leur rémunération, est bloqué depuis 2010, à l'exception de deux maigres hausses de 0,6% chacune, en juillet 2016 et février 2017, sans rapport avec la hausse réelle des prix. En dix ans, ce sont des centaines d'euros qui manquent dans le porte-monnaie. Même la rustine qu'a annoncée Macron en décembre, avec la prime défiscalisée versée au volontariat par certains patrons, leur a été refusée. Seuls les policiers ont été récompensés par l'annonce d'une augmentation de 120 euros mensuelle.

Comme l'ensemble des travailleurs, les travailleurs

de l'État subissent aussi la précarisation: 18% d'entre eux ne sont pas embauchés sous le statut de fonctionnaire et sont contractuels, bien souvent soumis à la férule d'un directeur de service ou d'établissement lui-même incité à réaliser de plus en plus d'économies.

Le projet de loi de réforme de la fonction publique doit être discuté à l'Assemblée nationale à partir du 13 mai. La précarisation des salariés y figure en bonne place, notamment avec l'introduction de contrats de mission allant de quelques semaines à six ans. Les salaires sont dans le collimateur, une composante dite « au mérite » permettant de les bloquer, si ce n'est pire. La mobilité forcée serait introduite, liée à l'externalisation de certaines missions cédées au privé.

Comme dans le privé, la réforme rendrait possibles les ruptures dites conventionnelles, des licenciements à peine déguisés. Enfin, quoi qu'en dise Macron, les réductions d'effectifs menacent les services publics nécessaires à la population, que ce soit dans l'éducation, en particulier l'enseignement secondaire, les transports, les administrations et nombre d'établissements publics. Les intérêts de la grande majorité de la population sont sacrifiés pour financer les cadeaux au grand patronat et aux classes les plus riches.

Cette politique de l'État s'inscrit dans une offensive générale contre l'ensemble des travailleurs. Face à elle, il est indispensable de défendre la perspective d'un combat réunissant tous ensemble les travailleurs du public et du privé.

**Viviane Lafont**



Écoliers à Mayotte.

## Éducation : **enfants sans école**

**L'État a l'obligation de scolariser les plus jeunes jusqu'à l'âge de 16 ans. Pourtant, des milliers d'enfants sont privés de l'éducation à laquelle ils auraient droit, dénonce cette année encore la Commission consultative nationale des droits de l'homme.**

C'est en outre-mer que la situation est la plus grave. 5 000 enfants sont dans ce cas à Mayotte et 10 000 en Guyane. Dans ce département, les villages de l'intérieur n'ont pas d'école, les transports scolaires sont inexistantes ou trop chers, et les écoles qui existent sont la plupart du temps dépourvues de cantine. Les bâtiments sont vétustes, les fournitures scolaires inexistantes. À Mayotte, pour pallier tant soit peu le manque d'écoles, on pratique la rotation scolaire dans un cinquième d'entre elles. Les élèves, à tour de rôle, ne vont en classe que le matin ou l'après-midi en cinq heures concentrées.

En métropole aussi, la loi imposant la scolarisation de tous les enfants n'est pas respectée. 80% de ceux

vivant dans des bidonvilles ou des squats ne sont pas scolarisés, indique le rapport. Certains maires en sont responsables. En multipliant les documents difficiles à fournir, comme la demande d'une facture de gaz ou d'électricité à une famille vivant dans un bidonville, ils transforment une simple inscription à l'école en un parcours d'obstacles, souvent impossible à franchir sans l'aide d'une association ou d'une personne de bonne volonté.

Les enfants qui auraient le plus besoin d'une éducation de base s'en trouvent ainsi privés, tant par les carences de l'État que par le souci électoraliste qu'ont certains élus d'écarter les enfants des familles les plus pauvres.

**Daniel Mescla**



## Toulouse : **l'amiante à l'école**

Début avril, enseignants, employés municipaux et parents d'élèves de l'école élémentaire Clément-Falucci à Toulouse ont été informés de la présence d'amiante dans les matériaux utilisés pour les remblais de la cour de récréation, livrés peu de temps auparavant dans le cadre des travaux d'extension de l'école.

La mairie, une fois prévenue, a interrompu les travaux et fermé l'école, le temps de faire procéder à des prélèvements par la société de terrassement, pour déceler une éventuelle contamination des espaces scolaires.

Celle-ci s'est révélée

négative et l'école a rouvert le lundi suivant. Le désamiantage des espaces propres au chantier est actuellement en cours.

La mairie a porté plainte contre l'entreprise ayant livré les matériaux incriminés. Celle-ci se retourne maintenant contre son fournisseur, qui affirme qu'ils proviennent d'un chantier de démolition ayant obtenu les certificats de conformité nécessaires, et notamment celui concernant l'absence d'amiante.

Mais il est scandaleux de constater avec quelle légèreté les entreprises du bâtiment continuent à traiter le problème de l'amiante, alors

qu'on connaît parfaitement, et depuis longtemps, sa dangerosité: 10 à 20% des cancers du poumon et 85% des mésothéliomes lui sont imputables. En France, l'utilisation de ce matériau est normalement réglementée depuis 42 ans et totalement interdite depuis 22 ans! La récente loi travail (dite El Khomri) est censée avoir fixé une obligation explicite de repérage de l'amiante avant travaux. Mais, dans une économie pilotée par les profits, il est illusoire de penser être protégé par la loi.

**Correspondant LO**

## Le Havre : **une directrice d'école sanctionnée**

Une enseignante du Havre, directrice d'une école maternelle, a envoyé un mail à des parents d'élèves pour les tenir informés des problèmes liés au projet de loi « pour une école de la confiance » du ministre Blanquer. L'inspection a entrepris de la sanctionner au motif qu'elle avait utilisé son adresse professionnelle. L'enseignante a reçu un blâme et elle était dans l'obligation de demander une mutation.

C'est l'effet d'une des dispositions du projet de loi Blanquer qui tente d'imposer un devoir de réserve aux enseignants. L'article 1 insiste en effet

sur l'« exemplarité » des « personnels de la communauté éducative. » Cette sanction scandaleuse, parmi d'autres du même genre ces derniers temps, s'inscrit dans cette politique du petit doigt sur la couture du pantalon que contestent à juste titre les enseignants mobilisés.

Lors du conseil municipal du Havre du lundi 29 avril, plusieurs dizaines d'enseignants et de parents d'élèves se sont rassemblés pour protester contre cette sanction. Mardi 30 avril, l'administration a finalement reculé sur un point, annulant la mutation obligée.

**M.B.**

# Macron et les retraites : des coups pour les salariés, des miettes pour les retraités

Par un tour de passe-passe dont il est coutumier, Macron a affirmé, lors de son allocution télévisée, qu'il ne toucherait pas à l'âge de départ à la retraite à 62 ans, tout en voulant inciter par tous les moyens les salariés à travailler au-delà.

Pour cela, deux mécanismes sont à l'étude. D'une part, l'accélération du passage de 41,5 à 43 ans de cotisation pour bénéficier d'un taux plein. D'autre part, l'instauration d'un mécanisme de décote additionnel autour d'un âge pivot qui pourrait être 64 ans.

Quel que soit le dispositif retenu, il s'agit d'offrir le choix entre partir avec une retraite amputée ou travailler plus longtemps.

En cela comme dans le

reste de sa politique, Macron est le digne successeur de tous les gouvernements qui depuis 1993, sous prétexte de déficit des caisses de retraite, s'attaquent aussi bien au montant des retraites qu'à la durée du travail. L'argumentaire est toujours le même depuis la réforme Balladur en 1993, qui a augmenté le nombre d'années pour les salariés qui jusque-là cotisaient 37,5 années et partaient à 60 ans : le nombre de retraités ne

cessant d'augmenter par rapport au nombre d'actifs, le système ne peut plus suffire sur les mêmes bases, d'où le déficit des caisses de retraite. Mais c'est ne pas tenir compte du fait que la productivité du travail augmente sans cesse et qu'un actif aujourd'hui produit plus de richesses qu'il y a vingt ans. Où sont donc passés les fruits de cette productivité accrue ? Dans les caisses du patronat exclusivement.

En même temps, la suppression massive d'emplois et le blocage des salaires ont réduit la somme des cotisations payées, asséchant les caisses de retraite.



Les retraités dans la rue, il y a un an.

Mais, plutôt que de contraindre en quoi que ce soit les patrons, les gouvernements de gauche comme de droite préfèrent reculer encore l'âge de départ en retraite. Tous savent que les patrons licencient les travailleurs les plus âgés et que ces derniers ne peuvent souvent pas atteindre 62 ans sans connaître de longues périodes de chômage, mais

c'est pain bénit pour le patronat et les gouvernants, qui y voient un moyen de diminuer d'autant le montant des retraites.

Il faut au contraire prendre sur les profits accumulés du patronat pour garantir un emploi à tous les travailleurs et une retraite décente à tous les anciens.

Aline Urbain

## Retraite minimum et baratin maximum

Macron a promis une retraite minimum à 1 000 euros, puisqu'il a souhaité que le minimum contributif, c'est-à-dire la pension minimale du privé, soit porté à ce niveau. Mais il s'agit d'un effet d'annonce.

Tout d'abord, cela ne concernera que les retraités ayant accompli une carrière complète, soit 41,5 ans actuellement. D'autre part, les 1 000 euros annoncés par Macron incluent non seulement la retraite de base mais la part complémentaire Agirc-Arrco. En fait, d'après les calculs du journal *Les Échos*, un salarié au smic touche actuellement 945 euros de pension. Il

s'agirait donc d'augmenter sa retraite au mieux d'une cinquantaine d'euros. De plus, la mesure ne s'appliquera qu'aux futurs retraités faisant valoir leurs droits à partir de 2020 ! Quant aux fonctionnaires au salaire plancher, leur minimum garanti est de 1 170 euros pour 41,5 années de service, ils ne sont donc pas concernés par cette annonce.

Il est impossible de vivre

dignement avec 1 000 euros par mois, et c'est pourtant ce que Macron prétend généreusement garantir à un travailleur payé au smic et ayant cotisé toute sa vie.

Quant à la fraction de plus en plus importante des hommes et des femmes qui ont des carrières incomplètes, c'est une pension misérable qui les attend, et le minimum vieillesse de 868 euros par mois à partir de 65 ans.

Les retraités et futurs retraités ont toutes les raisons de voir rouge !

Christian Bernac



## Retraite chapeau : régime "spécial" pour PDG

Lors d'une assemblée générale des actionnaires jeudi 25 avril, le PDG de Danone, Emmanuel Faber, a dénoncé « l'insoutenable concentration de la richesse dans le monde, véritable bombe à retardement ».

Le même jour prenait effet l'abandon de sa retraite chapeau annoncé fin janvier dernier, évaluée à 1,2 million d'euros. Ce renoncement ne le fera pas tomber dans l'insoutenable pauvreté. Sa rémunération annuelle fixée en 2018 s'élève en effet à 2 millions d'euros, 166 600 euros par mois, ou encore 5 500 euros par jour.

Il y a quelque temps, un début de scandale avait éclaté à propos de ces retraites chapeaux, suite à la publication du montant de celle de Tom Enders, le PDG d'Airbus. Et pour cause ! Il va toucher 36,8 millions

d'euros. Cette somme est composée de 3,2 millions d'euros au titre d'une clause de non-concurrence, afin qu'il n'aille pas travailler chez Boeing, même si la probabilité est minime et que l'interdiction reste limitée à un an. S'y ajoutent des actions gratuites dites de performance attribuées entre 2014 et 2017. Elles lui rapporteraient au cours du jour 7,3 millions d'euros. Enfin une retraite dite chapeau lui permettra de toucher 900 000 euros net par an. Voilà de quoi assurer les vieux et heureux jours d'Enders qui a quitté le groupe le 10 avril, à tout

juste 60 ans, après avoir bien travaillé, du point de vue des actionnaires : 3 700 licenciements ont été annoncés en 2018, pour un groupe qui a réalisé 2,9 milliards de bénéfices.

Devant l'indignation soulevée par de telles sommes, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, avouait : « Aujourd'hui ce qui existe, c'est uniquement

un plafonnement à 45 % du salaire du dirigeant, mais qui n'est pas contraignant. » Mais début avril il n'était question que de la limitation de ces retraites par la loi à 30 % du salaire, ce qui laisse la possibilité de toucher de très grosses retraites. Et cela risque encore d'être fort peu contraignant, si loi il y a.

Les actionnaires des

grandes entreprises mettent le prix pour attirer ces hauts salariés, à coups de retraites chapeaux, de stock-options, de parachutes dorés, et on en passe. Ces sommes exorbitantes choquent à juste titre. Mais le plus choquant, c'est le vol organisé et légal, au profit des actionnaires, des richesses produites par les travailleurs.

Aline Rétesse

## Boeing 737 : un Max d'insécurité

Suite aux enquêtes lancées après le crash de deux de ses 737 Max, on apprend que Boeing avait désactivé un signal d'alerte afin de le rendre optionnel, donc payant. Ni les compagnies aériennes ni les pilotes n'en avaient

été informés. Or c'est justement ce signal, censé avertir des dysfonctionnements du système antidécrochage de cet appareil, qui est mis en cause dans ces accidents.

Depuis, ce type d'avion a été cloué au sol. Et Boeing

assure que ce système de sécurité sera intégré gratuitement dans la nouvelle version de son logiciel. Mais pour en arriver là, il aura fallu des centaines de morts, victimes de la soif de profits des actionnaires de Boeing.



# Fête de Lutte ouvrière

## 8 - 9 et 10 juin à Presles - Val-d'Oise

### Un grand rendez-vous politique et festif

Dans six semaines s'ouvrira notre fête annuelle. Dès à présent, les stands se montent, le programme continue à s'étoffer et à se préciser, camarades et amis s'activent afin que tout soit prêt.

Cette fête est un grand rassemblement de ceux qui se réclament des idées communistes,

révolutionnaires et internationalistes. De nombreux camarades militants d'autres pays seront présents, en particulier des groupes militant aux Antilles, en Haïti, aux États-Unis, en Afrique et dans plusieurs pays d'Europe, partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs que Lutte ouvrière.

Chacun pourra discuter de la situation en France et dans les différents pays, et vérifier que les travailleurs du monde entier peuvent se retrouver autour d'un objectif commun: le remplacement du capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, une société communiste.

### Débats au chapiteau Karl Marx

- **Michèle Audin**, pour son livre: *Eugène Varlin, ouvrier relieur 1839-1871*
- **William Blanc**: *Une brève histoire politique de la Fantasy*
- **Julien Bordier**, traducteur des Mémoires de Rosa Parks
- **Alain Carré**, médecin, sur la réforme en cours de la médecine du travail
- **Mehdi Charef**: *Rue des pâquerettes, une enfance au bidonville de Nanterre*
- **Patrick Coupechoux** (journaliste) et **Frank Drogoul** (psychiatre): la psychiatrie en crise et victime de la crise
- **François Guennoc**, de l'Auberge des migrants de Calais, après la projection du film *Regarde ailleurs*

- **Robert Kosmann**, pour son livre: *La perruque, un travail détourné*
- **Jean-Jacques Marie**: l'invention du judéo-bolchevisme par les Blancs durant la guerre civile en Russie
- **Patricia Latour**: autour des textes de la militante bolchevique Alexandra Kollontaï
- **Roger Lenglet**, auteur du *Livre noir de l'amiante*
- **Judith Magre** viendra lire des pages de Flora Tristan
- **Isabelle Matamoros**: l'édition des œuvres complètes de Flora Tristan



- **Françoise Olivier-Utard**: *Des conseils ouvriers en Alsace-Lorraine en 1918*
- **Renaud Piarroux**, médecin, auteur de *Choléra Haïti 2010-2018, histoire d'un désastre*
- **Valérie Rey-Robert**, pour son livre-réquisitoire: *Une culture du viol à la française, comment la société et les institutions françaises ont traité et traitent encore du viol*
- **Sylvie Thénault**: l'affaire Audin, la torture et les exécutions sommaires durant la guerre d'Algérie
- **Marie Treps**, pour son livre: *Maudits mots, la fabrique des insultes racistes*
- **Éliane Viennot**, auteur de *L'Académie contre la langue française, le dossier «féminisation»*



### Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures

### La Cité des Arts

L'art sous toutes ses formes, présenté de façon abordable et ludique à travers des ateliers, des conférences avec travaux pratiques, des spectacles et des expositions commentées.

Nous pouvons déjà annoncer:

- **Ateliers**: Venez apprendre

à modeler une tête et la rendre vivante - Nous avons les moyens de vous faire chanter: quelques notions de technique vocale

- **Exposition commentée**: L'art de la mosaïque
- **Concert - conférence**: Molière, sa vie, son œuvre... jouées par une troupe de

théâtre - Chopin, génie du piano et l'un des initiateurs de la musique romantique du 19<sup>e</sup>: une évocation de son œuvre illustrée au piano

- **Danse**: Rejoignez la compagnie Dancers in the Park pour apprendre une chorégraphie

### À la Cité des Sciences

- **Éric Bapteste**, chercheur en biologie: le rôle du collectif dans l'évolution des espèces
- **Étienne Klein**: l'évolution des idées en physique vue à travers le concept du vide
- **Christophe Lavelle**, biophysicien: le chocolat
- **Fabienne Delfour**: personnalités, émotions et relations chez les dauphins
- **Stéphen Rostain**, archéologue: la forêt vierge d'Amazonie n'existe pas
- **Jérôme Van der Woerd**, géologue: le risque sismique existe partout, même en France
- **Bahia Guellai**: comment le bébé entre en relation avec son environnement
- **Fabienne Malagnac** et **Sébastien Boyer**: génétique ou épigénétique, deux vrais jumeaux sont-ils identiques?
- **Marc Peschanski**, biologiste: les essais cliniques de médicaments
- **Philippe Henarejos**: 50 ans après Apollo XI, l'histoire de la conquête de la Lune
- **Michel Brunet**, découvreur de Toumaï: l'origine de la famille humaine: nous sommes tous des Africains et, hors d'Afrique, tous des migrants!
- **Florent Déroit**, paléo-anthropologue au Muséum national d'histoire naturelle: sur les îles de Florès en Indonésie et Luçon aux Philippines, quand d'autres espèces humaines côtoyaient nos ancêtres les *Homo sapiens*
- **Sylvie Testelin**, chirurgienne de l'équipe qui a réalisé la première greffe de visage: transplantation et greffe de visage, des gueules cassées aux progrès de la chirurgie reconstructrice
- **Alain Riazuelo**, astrophysicien: les trous noirs

### Des jeux pour tous

Des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, sont accessibles en permanence, gratuits pour la plupart, des classiques jeux de kermesse aux parties d'échecs en simultané, en passant par le mur d'escalade et le mini-golf.

Les enfants peuvent se promener partout en toute sécurité. Une carte orange gratuite leur donne accès librement à de nombreux jeux.

Pour le bonheur des enfants, la tranquillité d'esprit et la liberté des parents:

- **La Cité des jeunes**, une belle aire de pelouse et de sous-bois avec animations, dessins animés, contes, jeux,



sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés.

- **L'accueil des tout-petits**, où les bébés de plus de trois mois sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.

### Les cartes et bons

Les cartes d'entrée - 15 euros pour les trois jours de la fête - et les bons d'achat - 4 euros pour une valeur de 5 euros - sont disponibles:

- auprès de nos camarades,
- par courrier: Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 Pantin Cedex (chèques à l'ordre de Lutte ouvrière),
- sur notre site: [fete.lutte-ouvriere.org](https://fete.lutte-ouvriere.org)

Programme, renseignements pratiques, billetterie...

<https://fete.lutte-ouvriere.org>

# Élections en Espagne : les socialistes l'emportent, mais le seul vote utile, c'est la lutte des travailleurs

**Pedro Sanchez, dirigeant du Parti socialiste (PSOE), a réussi son pari : son parti arrive nettement en tête des élections au Parlement, avec 123 députés sur 375.**

Arrivé au pouvoir huit mois auparavant, il a appelé en février dernier à des élections anticipées, après avoir été mis en minorité sur son budget, lâché par les nationalistes catalans qui jusque-là le soutenaient et lui permettaient d'atteindre les 176 voix nécessaires pour être majoritaire.

Durant ces huit mois, il avait pris quelques mesures qui avaient pour but de le faire apparaître comme féministe, social, tolérant, ce qui lui a permis de faire campagne en disant : « Voilà ce que nous avons fait avec 84 députés, imaginez ce que nous ferions si nous avions la majorité. »

Autre élément qui explique la montée électorale en faveur des socialistes : l'irruption

sur la scène électorale de Vox, formation quasi ouvertement franquiste, qui avait réussi lors d'élections locales à obtenir des élus au Parlement portant le Parti populaire et Ciudadanos à la tête du gouvernement d'Andalousie.

Vox obtient cette fois 10 % des suffrages à l'échelle du pays, et entre au Parlement avec 24 élus. Les idées sur lesquelles Vox a obtenu ses suffrages constituent un danger mortel pour la classe ouvrière. Mais les travailleurs ne pourront les combattre qu'en se mobilisant dans les entreprises et dans la rue pour un programme défendant leurs intérêts de classe.

**À propos de ces élections nous publions l'éditorial des bulletins d'entreprises de nos camarades de Voz Obrera (UCI, Espagne.)**

« Le résultat des élections a reflété une opinion déterminée de la majorité des travailleurs et des classes populaires : ils ne veulent pas d'une régression sociale, ils ne veulent pas de l'extrême droite, de la réaction néofasciste, ils ne veulent pas de la droite.

La mobilisation massive

de la gauche et des classes populaires a renversé la majorité parlementaire.

Le vote utile pour le Parti socialiste a amené 123 députés socialistes au Parlement. Avec 7,6 millions de voix, il gagne deux millions de suffrages par rapport aux dernières élections.

Unidos Podemos, la

coalition de Pablo Iglesias avec Izquierda Unida et d'autres formations, a perdu 1,3 million de voix par rapport à 2016.

Les trois partis de droite ont maintenu ensemble leur score. Le Parti populaire s'est écroulé, essentiellement au bénéfice de Vox et en partie de Ciudadanos. Le bilan des élections en Andalousie a joué un rôle déterminant. La peur d'une coalition de la droite avec Vox comme force décisive a motivé des millions d'électeurs, qui ont exprimé par leur vote le rejet de cette droite qui s'appuie sur l'extrême droite.

Il faut signaler le record de participation : plus de 75 % de l'électorat, soit 6 % de plus qu'en 2016. À Madrid et Barcelone, la participation atteint les 80 %.

Pedro Sanchez a une majorité qui lui permettrait de gouverner avec l'appui de Podemos et d'autres groupes minoritaires. Pablo Iglesias avait fait des avances, expliquant qu'il voulait un pacte avec le PSOE.

Mais pas plus le vote utile pour le PSOE qu'une majorité de gauche ne va résoudre les graves problèmes que nous subissons, nous travailleurs, depuis la crise de 2008 et qui font tant de dégâts dans les



Les partisans du PSOE fêtent leur victoire.

familles.

En premier lieu, parce qu'accéder au gouvernement ne veut pas dire avoir le pouvoir. Le pouvoir est aux mains des grands capitalistes qui dominent l'économie et tous les moyens de production.

En deuxième lieu, parce que Pedro Sanchez n'a jamais osé et n'osera pas imposer les mesures urgentes de justice sociale qui rendent nécessaire l'expropriation des grands capitalistes et des banquiers.

Il n'a même pas parlé de supprimer la réforme du travail mise en place par le Parti populaire. Il s'est contenté

de quelques mesures cosmétiques maquillant les inégalités sociales.

La classe ouvrière a exprimé son opinion dans ce vote. Mais cette opinion, il faut qu'elle se montre dans les rues et dans les entreprises par la solidarité ouvrière dans les luttes, sachant que tout ce que les travailleurs ont obtenu (les 8 heures de travail, les congés payés et les droits sociaux) ils ne l'ont obtenu qu'à travers des mobilisations collectives.

Oui, le seul vote utile pour les travailleurs, c'est la lutte et la solidarité ouvrière.»

**Voz Obrera**

## Justice et crimes de guerre : "la raison du plus fort est toujours la meilleure"

**La Cour pénale internationale (CPI) vient de renoncer à enquêter sur les crimes de guerre en Afghanistan, et a fortiori à poursuivre et condamner leurs auteurs.**

Elle aurait pourtant été là dans ses attributions. Créée par la conférence de Rome en 1998, entrée en vigueur en 2002 (à ce jour, 123 des 193 pays membres de l'ONU ont ratifié son statut), elle est censée juger les personnes

– mais pas les États ni les institutions – coupables de génocide, de crimes de guerre ou contre l'humanité... Ces restrictions ne suffisant pas à certains, trente-deux autres pays, dont les États-Unis et la Russie, ont signé le statut de

Rome mais, on n'est jamais trop prudent, ne l'ont jamais ratifié.

Fin 2017, la procureure du CPI avait annoncé qu'elle demandait l'autorisation d'ouvrir une enquête sur d'éventuels crimes contre l'humanité en Afghanistan; après des décennies d'interventions militaires dans ce pays, ce n'était pas trop tôt.

Elle s'était heurtée d'emblée, selon ses dires, au refus de collaborer des talibans, de l'État islamique, des gouvernements de Kaboul ainsi que de Washington. Ainsi, en Afghanistan, les États-Unis, qui dirigent toujours la coalition militaire qui a renversé le pouvoir taliban en 2001, ont empêché toute enquête. Ailleurs, la CIA a fait de même, pour protéger les prisons secrètes qu'elle avait ouvertes jusque dans l'Union européenne (Pologne, Roumanie, Lituanie) pour y torturer des prisonniers afghans.

La CPI ayant malgré tout recueilli des centaines de témoignages accablants, le conseiller à la sécurité nationale de Trump a déclaré en septembre dernier qu'il voulait utiliser « tous les moyens nécessaires pour protéger nos citoyens et ceux de nos alliés de poursuites injustes de la part de cette cour illégitime ». Et de menacer de mesures de rétorsion ses juges et sa procureure, « si la Cour s'en

prend à nous, à Israël (dans la question palestinienne) ou à d'autres (de nos alliés) ». Mi-avril, Washington a annoncé avoir, entre autres, retiré son visa à la procureure, la privant du droit d'entrer aux États-Unis. Trois jours plus tard, la CPI jetait l'éponge.

Dans cette farce judiciaire, le cynisme du plus fort, certain de son impunité, le dispute au mépris pour les victimes, avec pour couronner le tout la décision de la CPI, qui ose dire qu'elle renonce à poursuivre dans « l'intérêt de la justice ». Ainsi va la justice internationale, régie par la loi des vainqueurs.

Précision : l'État France, qui reconnaît la CPI, n'a pas sourcillé de la voir s'autodesaisir. Il est bien trop content de n'avoir, lui, jamais eu à entendre parler même d'un simulacre de jugement pour ses crimes de guerre, notamment en Algérie et dans ses autres anciennes colonies.

**Pierre Laffitte**



Destructions pendant la guerre en Afghanistan.



# Soudan : face aux manœuvres des militaires, la mobilisation continue

Près d'un million de manifestants se sont rassemblés le 25 avril dans les rues de la capitale, Khartoum, pour exiger l'instauration d'un pouvoir civil. Des milliers d'entre eux restent mobilisés devant le siège de l'état-major, le lieu central de la contestation qui a abouti à la chute du dictateur Omar al-Bachir.

La population soudanaise en révolte ne veut à aucun prix se laisser voler par les chefs militaires une victoire acquise au prix de quatre mois de lutte. Les dirigeants de l'état-major n'ont écarté Omar al-Bachir que pour garder entre leurs mains la réalité du pouvoir, instaurant pour cela un Conseil militaire de transition. Ce 25 avril, les manifestants ont donc afflué à Khartoum à l'appel de l'Association des professionnels soudanais et des partis d'opposition, regroupés dans l'Alliance pour la liberté et le changement. Ils sont venus de tout le pays, de régions éloignées comme le Nil Bleu,

l'État de Jazira ou même du Darfour ensanglanté par les tueries d'Omar al-Bachir, et aussi de villes ouvrières. Les femmes, comme depuis le début du mouvement, étaient nombreuses. Il faut dire que les militaires ont garanti aux partis intégristes musulmans que la loi islamique serait maintenue jusqu'à nouvel ordre.

Cette manifestation était conçue par les dirigeants de l'Alliance pour la liberté et le changement, qui regroupe aussi bien le parti musulman de l'Ouma que le Parti communiste soudanais ou des groupes rebelles armés de différentes régions, comme



Manifestants arrivant à la gare de Khartoum le 25 avril.

un moyen de faire pression sur les chefs militaires avec lesquels des discussions s'étaient engagées la veille. Ces négociations se sont poursuivies les jours suivants, les chefs militaires comme les représentants de l'Alliance pour la liberté s'étant d'emblée accordés sur la création d'un conseil composé de civils et de militaires qui gouvernerait à la place du Conseil militaire de transition actuel. Il restait à déterminer la proportion de civils et de militaires, les pouvoirs de chacun et qui dirigerait ce conseil.

Mais si les chefs militaires se trouvent aujourd'hui contraints de lâcher un peu de lest face à une contestation qui ne faiblit pas, il serait parfaitement illusoire de croire qu'ils sont prêts à renoncer à

leur mainmise sur le pays. Le porte-parole de l'état-major a ainsi déclaré lundi 29 mai au soir que la délégation de l'Alliance pour la liberté et le changement avait accepté de cesser le rassemblement devant le quartier général de l'état-major et de démanteler les barricades qui s'y trouvent. Cette information a été aussitôt démentie par les dirigeants du mouvement, qui ont au contraire appelé à renforcer ces barricades. On voit quel usage les chefs militaires entendent faire de ces négociations : convaincre les manifestants de rentrer chez eux.

Au Soudan, l'armée a été directement au pouvoir quasiment depuis l'indépendance en 1956. Seules deux brèves parenthèses de quelques années ont vu à la tête du pays un gouvernement civil, en 1964 et 1985, mais elles n'ont fait que préparer le retour des militaires. C'est dire que, pour se débarrasser définitivement de la dictature militaire, il faudrait bien autre chose que la participation de civils à côté des chefs de l'état-major à la tête du pays. Même un gouvernement entièrement civil qui laisserait les mains libres aux chefs militaires n'y suffirait pas.

Pour la population, la seule garantie serait qu'elle s'organise de façon à démanteler elle-même, par en bas, l'appareil de répression mis en place sous Omar al-Bachir. Ce serait aussi la seule façon pour les classes populaires de s'assurer que les libertés de s'exprimer, de se réunir, de manifester ne puissent pas être remises en cause.

Quant aux problèmes qui ont jeté la population soudanaise dans la rue ces dernières années, l'incessante hausse des prix, celles de l'essence et du gaz en 2013, du pain en décembre 2018, ce n'est pas non plus l'absence d'uniformes dans le gouvernement qui permettra d'en venir à bout.

Pour garantir le régime vraiment démocratique auquel aspirent les manifestants, pour sortir la population de la catastrophe économique qui l'écrase, la seule voie serait que les travailleurs imposent des solutions ne tenant compte que de l'intérêt général. Ils sont les seuls à pouvoir les mettre en avant et y gagner l'ensemble des couches populaires, à condition pour cela de se donner leurs propres organisations.

**Daniel Mescla**

## Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 199 (mai 2019) :

- Contre le grand capital, le camp des travailleurs
- Algérie : contre le système, une mobilisation populaire vaste et déterminée
- Crise climatique : renverser le capitalisme pour offrir un avenir à l'humanité
- L'école, de Jules Ferry à nos jours : la jeunesse rangée derrière le drapeau de la bourgeoisie
- Kazakhstan : le tyran passe la main, son clan la garde
- Fermeture de Ford-Blanquefort et politique de classe

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.



## Arabie saoudite : un régime sanguinaire

Mardi 23 avril, le gouvernement saoudien a renoué avec les exécutions de masse, en décapitant 36 personnes, et sa barbarie est allée jusqu'à crucifier un dernier condamné, portant à 104 le nombre d'exécutés depuis janvier. Parmi eux, trois étaient mineurs au moment de leur procès.

Sur ces 37, 33 ont été accusés d'avoir adopté « la pensée terroriste extrémiste », « formé des cellules terroristes » et « de sédition confessionnelle », en fait parce qu'ils sont de confession chiite et donc, pour cela, accusés d'être liés à l'Iran.

Le régime prend ainsi le risque de voir de nouveau la minorité sunnite d'Iran subir des représailles, comme cela avait été le cas en 2016, lorsque le régime saoudien avait exécuté,

parmi 46 autres condamnés, le cheikh al-Nimr, une figure de l'islam chiite. Mais cela, le gouvernement saoudien n'en a cure.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Mohammed ben Salmane, le prince héritier saoudien, le régime interdit toute opposition politique : l'accusation de terrorisme est régulièrement utilisée pour emprisonner des opposants. C'est d'autant plus hypocrite que le régime a soutenu et aidé financièrement des

groupes terroristes, en Syrie notamment. Ces exécutions barbares sont destinées à museler un peu plus la minorité chiite et, au-delà, toute la population saoudienne.

Cette politique est possible parce que l'Arabie saoudite est un allié important des États-Unis et de la France dans la région, États dont les gouvernements ferment les yeux sur ces exactions et apportent à la monarchie saoudienne un appui indéfectible.

L'Arabie saoudite est dirigée par des dictateurs sanguinaires et rétrogrades. Mais les dirigeants des prétendues démocraties qui les soutiennent ne valent pas mieux.

**Aline Urbain**



## Mohammed Ben Salman exécute... le Dakar passe

Alors que l'Arabie saoudite en est à sa 104<sup>e</sup> exécution, les dirigeants du groupe Amaury Sport Organisation (ASO) et la télévision publique France 2 ont annoncé que le Paris-Dakar passerait de 2020 à 2025 en Arabie saoudite. Le fait que ce soit une dictature

sanguinaire ne leur pose aucun problème : ils y voient l'occasion de s'enrichir grâce aux recettes publicitaires. Il est vrai que Macron et le gouvernement français leur donnent l'exemple en acceptant de vendre des armes à ce régime

**A.U.**



AP TOUFIK DOUDOU

## Algérie : la mobilisation se poursuit

**Le vendredi 26 avril était le dixième vendredi consécutif de mobilisation contre le « système ». Les manifestations ont encore rassemblé beaucoup de monde à travers le pays, même si l'affluence a un peu marqué le pas dans de grandes villes comme Alger, Constantine ou Annaba.**

À Alger, plusieurs barages filtrants, tenus par des policiers et des gendarmes, étaient disposés dès les premières heures de la matinée à la périphérie de la ville. Cela n'a pas empêché la manifestation de regrouper des centaines de milliers de personnes, dans le calme comme la semaine précédente. Des cortèges, toujours dynamiques et déterminés, scandaient, entre autres : « Le peuple veut qu'ils partent tous », « Y'a pas de pardon, y'a pas », « Vous avez mangé le pays, espèces de voleurs ». Le refrain de la chanson des supporters de foot La casa del Mouradia s'entendait toujours autant. Les slogans étaient aussi dirigés contre les « 2B », Bensalah, actuel chef de l'État, et Bédoui,

Premier ministre, rejetés par les manifestants comme figures du régime Bouteflika. Beaucoup interpellaient directement Gaïd Salah, le chef d'état-major. Certains lui demandaient d'agir contre les têtes de la Issaba (le gang), qu'il avait lui-même dénoncée il y a quelques semaines. D'autres, plus lucides, lui disaient de dégager, le considérant comme complice du système.

Des manifestants demandaient aussi l'arrestation de Saïd Bouteflika, frère du président sortant, considéré comme l'éminence grise du clan présidentiel et, à ce titre, comme chef de la Issaba. Une minute de silence fut observée à la mémoire des victimes de l'effondrement d'un immeuble dans

la Casbah le 22 avril dernier. Des « gilets orange » se sont de nouveau déployés pour former des cordons de sécurité entre les manifestants et les forces de police. Cela fait également des semaines que des habitants des quartiers jouxtant les artères menant à la présidence s'organisent pour éviter que la manifestation ne dégénère, convaincus que cela ferait le jeu du pouvoir.

La mobilisation maintient sa pression sur le régime. Des inquiétudes existent quant aux perspectives possibles du mouvement. Beaucoup, en particulier dans les classes populaires, rejettent la prochaine élection présidentielle, fixée au 4 juillet, ne se reconnaissant pas dans les figures de l'opposition dite démocratique.

L'affluence à l'enterrement de l'ancien leader du FIS, Abassi Madani, mort au Qatar il y a quelques jours et dont le corps a été rapatrié en Algérie, a été

remarquée et largement commentée. Le mouvement ne risquerait-il pas de tomber dans les bras des islamistes ? Cette crainte pourrait-elle pousser une partie de la population à renoncer à se mobiliser ?

D'autre part, quelles peuvent être les conséquences de l'opération « mains propres » orchestrée par Gaïd Salah ? Si l'arrestation du milliardaire Issad Rebrab, et patron de Cevital, a pu apparaître comme légitime aux yeux de certains, il n'est pas impossible qu'elle ravive les dissensions entre Kabyles et Arabes. Une manifestation de soutien à Rebrab était d'ailleurs prévue jeudi 2 mai à Bejaïa, en Kabylie, où se trouve son usine, alors qu'une autre, le 1<sup>er</sup> mai à Djelfa, devait se dérouler en soutien à Gaïd Salah. Comme tous les mardis, ce dernier a d'ailleurs pris la parole le 30 avril en affirmant qu'il allait « nettoyer le pays de la corruption et

des corrupteurs ».

Il n'est pas dit que la population mobilisée tombera dans les pièges qui lui sont tendus, celui de la division et celui du racisme, orchestrés par le pouvoir. Elle pourrait ressentir l'absence de perspectives ou la crainte de voir ressurgir l'islamisme. Beaucoup tiennent à ce mouvement, le leur, et ne souhaitent pas qu'il leur échappe.

L'avenir est du côté de la jeunesse, des classes populaires et des travailleurs mobilisés, conscients qu'ils doivent poursuivre la lutte, déterminés à ne pas se laisser déposséder de leur mouvement. Pour que le slogan « Système, dégage », tant repris au cours de ces dernières semaines, devienne réalité, il faudra encore de nombreuses luttes et une prise de conscience, notamment de la part des travailleurs, du rôle qu'ils peuvent y jouer.

Maud Nathan

## Libye : rivalités politiques, milices et or noir

**L'offensive du général Haftar pour faire tomber Tripoli et s'assurer le contrôle sur l'ensemble de la Libye s'embourbe. Elle a déjà fait 350 morts et déplacé 40 000 personnes. Haftar se heurte à la résistance des milices loyales à Faïez Sarraj, chef du gouvernement reconnu par l'ONU. Il déçoit ses divers parrains, officiels ou officieux, qui misaient sur cet ancien proche de Kadhafi pour restaurer un pouvoir fort sur l'ensemble du pays.**

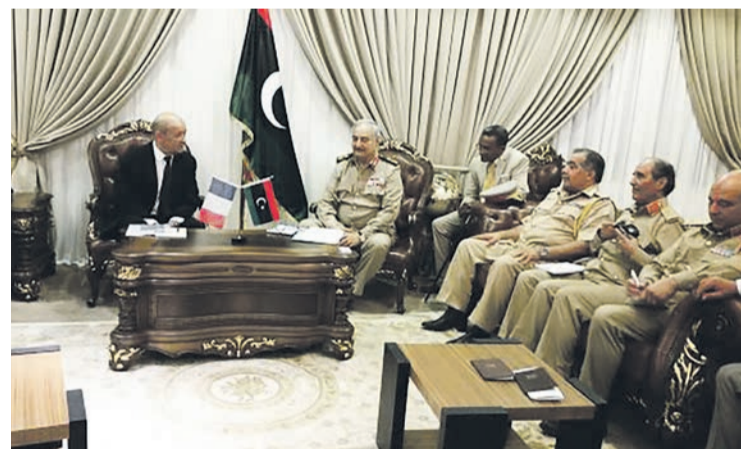
Parmi ses parrains officiels, il y a le gouvernement français dont la politique en Libye est d'un cynisme sans limite. Après avoir éliminé, sous Sarkozy, le dictateur Kadhafi et livré le pays au pillage de milices aussi féroces que rivales, les différents services diplomatiques ou militaires n'ont cessé de grenouiller à la recherche d'un nouvel homme fort.

La Libye, comme toute l'Afrique, est un terrain où se heurtent les rivalités entre grandes puissances. La France et l'Italie, mais

aussi les États-Unis et la Grande-Bretagne, sont en rivalité pour le contrôle du pétrole. L'Union européenne et l'Italie au premier chef payent des milices pour empêcher le départ des migrants depuis les côtes libyennes. La France cherche à bloquer la progression des milices islamiques qui déstabilisent le Niger et tout le Sahel où Areva, Total et Bolloré ont des intérêts.

En 2015, les accords internationaux de Skhirat au Maroc ont fait de Sarraj, soutenu surtout par l'Italie et la Turquie, le Premier

ministre officiel, basé à Tripoli et reconnu par les grandes puissances. Mais Sarraj contrôlait à peine son bureau ; ni l'instabilité du pays ni les rivalités entre puissances n'ont cessé. Haftar, lié aux États-Unis, soutenu par l'Égypte de al-Sissi, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, s'est posé en rempart contre les milices islamistes. Il a fini par s'imposer dans l'est de la Libye, autour de Benghazi et Tobrouk. Alors que la France reconnaissait officiellement Sarraj, elle apportait aussi son soutien à Haftar. Hollande, aujourd'hui très bavard, raconte : « J'ai veillé à considérer Sarraj comme la seule autorité légitime même si, dans le même temps, nous avons soutenu le général Haftar dans sa lutte contre le terrorisme. » Cette politique s'est traduite en 2016 par des caisses d'armes et des conseillers militaires et s'est



ISABELLE LABEYRIE RADIO FRANCE

Le Drian, alors ministre des Affaires étrangères, reçu par Haftar à Benghazi, septembre 2017.

visiblement poursuivie sous Macron. Ce soutien, ajouté à celui d'al-Sissi et de Trump, a contribué à déclencher l'offensive actuelle.

Sarraj et Haftar ne valent pas mieux l'un que l'autre pour la population libyenne. Ils s'appuient sur des milices aussi brutales, qui pratiquent le même pillage et rançonnent les plus faibles.

En les soutenant alternativement ou simultanément, les Hollande, Macron ou Le Drian, qui parlent de « démocratie », de « lutte contre le terrorisme » ou des « valeurs humanistes » avec des trémolos dans la voix, montrent ce qu'ils sont : des barbouzes en chef au service d'intérêts pétroliers.

Xavier Lachau

La vague de grèves du printemps 1919

Quelques mois seulement après la fin de la Première Guerre mondiale, des grèves se développèrent dans tout le pays. Craignant pour sa propriété et ses profits, se sentant menacée par la vague révolutionnaire qui s'étendait d'est en ouest, la bourgeoisie avait dû concéder la journée de huit heures à l'approche de la journée de grève et de manifestations du 1er mai. Mais son pouvoir se raffermissant, elle comptait en limiter la portée et faire taire la contestation ouvrière grandissante.

Le nombre de grèves avait commencé à augmenter en 1917 et 1918. En mai 1917, les ouvrières des maisons de couture parisiennes, refusant d'être mises en chômage non payé le samedi après-midi, se mirent en grève pour exiger le maintien intégral de leur salaire. Comme leur grève gagnait les employées de banque, et même les ouvrières des usines d'armement, le gouvernement fit voter la semaine de cinq jours et demi sans baisse de salaire dans le textile.

En mai 1918, la grève partit des usines d'armement Renault, entraînant plus de 100 000 métallurgistes en région parisienne, gagnant les sites de Saint-Étienne et Firminy. Les ouvriers suivaient avec espoir la Révolution russe et voulaient la fin de la guerre. Dans le bassin de la Loire, des femmes tentèrent d'empêcher le départ des rappelés. Se produisant en pleine offensive allemande, durement réprimée par la police et censurée par la presse, la grève s'éteignit rapidement.

L'agitation politique

A la fin de la guerre, le marasme économique provoquant chômage et cherté des prix, les soldats démobilisés ne trouvaient pas de travail, et les salaires ne permettaient plus de vivre. L'agitation ouvrière se développait, avec la multiplication de grèves pour les salaires, mais aussi l'opposition grandissante à la poursuite de la guerre en Crimée contre la Russie des Soviets. En avril 1919, des mutineries éclatèrent sur les navires de guerre français en mer Noire, devant Odessa et Sébastopol, tandis que les dockers du Havre entraient en lutte contre l'intervention militaire destinée, disaient-ils avec raison, à « assassiner nos camarades russes qui ont fait la révolution ».

Autre signe de cette effervescence politique: la manifestation de protestation contre l'acquiescement de Villain, l'assassin de Jaurès. Organisée par l'Union

des syndicats et la Fédération socialiste de la Seine, elle réunit, le 6 avril 1919, 300 000 personnes, dans le plus imposant cortège depuis 1914. À l'intérieur de la CGT comme de la SFIO, le Parti socialiste de l'époque, les militants révolutionnaires qui étaient restés fidèles à la lutte de classes et à l'internationalisme ouvrier, alors que leur direction avait fait l'union sacrée avec la bourgeoisie, gagnaient de l'influence.

La multiplication des grèves

C'est dans ce contexte que le gouvernement Clemenceau, soucieux d'éviter à la bourgeoisie française le sort de la bourgeoisie russe, fit voter en mars 1919 la loi sur les conventions collectives et en avril la loi sur les huit heures. Il poussait à l'ouverture de négociations entre les représentants patronaux et les responsables syndicaux pour leur application selon les branches et les régions. Dans le même temps, il réprimait les grèves et interdisait les manifestations du 1er mai, qui s'annonçaient revendicatives.

Le printemps 1919 fut marqué par des grèves longues et déterminées, celle des mineurs lorrains du



Grève dans le textile à Troyes.

3 avril au 26 mai contre les baisses de salaire, celle de la confection au Havre, qui arracha des hausses de salaire en vingt-quatre jours. Bien qu'interdites, les manifestations du 1er mai, exigeant la mise en œuvre des huit heures ainsi que la démobilitation générale et l'amnistie pour les militants emprisonnés, furent un succès. Toutes les usines, les grands magasins, les cafés, les transports furent fermés à Paris. Les brutalités policières firent de nombreux blessés et deux morts, dont un jeune électricien de Saint-Ouen, enterré par des milliers de personnes le 2 mai.

La grève dans la métallurgie

Dans la métallurgie, l'accord signé entre l'organisation patronale et la Fédération des métaux de la CGT, dirigée par des réformistes, prévoyait que les huit heures s'appliqueraient

au 1er juin 1919, mais avec une augmentation de la productivité pour compenser la baisse du temps de travail. De plus, il n'y était pas question de hausse des salaires, alors que les métallos, souvent payés aux pièces, revendiquaient une revalorisation du fixe. Le 30 mai, 1 500 ouvriers de Puteaux déclarèrent: « La Fédération a manqué à son devoir en signant un engagement avec les patrons sans avoir consulté auparavant la classe ouvrière; nous ne tiendrons pas compte de ses engagements. »

Regroupés dans un Comité d'entente, treize syndicats de métallurgistes parisiens refusèrent l'accord et appelèrent à la grève le 1er juin 1919 pour arracher la semaine anglaise, soit 44 heures, et l'augmentation générale des salaires. Le 3 juin, 150 000 métallos étaient en grève. Le 4 juin, dans un meeting à

Saint-Denis, 3 000 grévistes votaient pour la transformation du comité intersyndical en comité local des soviets. Pierre Monatte, de la minorité révolutionnaire de la CGT, écrivait: « Où va-t-on? De mécontentement en mécontentement, de grève en grève, de grève mi-corporative et mi-politique à grève purement politique. On va tout droit à la faillite de la bourgeoisie, c'est-à-dire à la révolution. » En quelques jours, 20 000 travailleurs des transports parisiens rejoignirent les métallos. Des grèves touchèrent même les peintres en bâtiment, les employés du commerce ou de la banque.

La direction réformiste de la CGT ne fit aucun appel pour généraliser la grève. Pire, la Fédération des métaux écarta la proposition de grève nationale de la métallurgie, suivie par les fédérations des cheminots, des mineurs et des marins, qui étaient pourtant des corporations combattives. La grève des métallurgistes resta isolée jusqu'au 28 juin, où le travail reprit sans conditions. Tandis que la résistance patronale était bien organisée, la classe ouvrière manquait d'une direction révolutionnaire expérimentée, seule à même de contrecarrer la politique des réformistes.

C'est précisément ce que l'Internationale communiste, par la voix de Trotsky, demandait aux militants qui, en France, avaient rallié son drapeau: constituer une organisation séparée, avec un drapeau et un programme clair, capable de devenir une direction. Cela ne fut accompli, et bien imparfaitement, qu'en 1921. La vague révolutionnaire était passée.

Louise Tissot

A reproduction of the front page of the newspaper 'Le Populaire de Paris' from June 3, 1919. The main headline reads 'PLUS DE 300.000 GREVISTES A PARIS'. Other headlines include 'Le Prolétariat en bataille', 'Les travailleurs de Voiture-Aviation appuient la grève des Métaux', and 'Il faut réunir l'Internationale'. The page includes various news snippets, advertisements, and a subscription table.

# Ventes d'armes : le Bureau des légendes et l'État des menteurs

La prochaine saison du *Bureau des légendes*, une série de Canal + sur les services secrets français, abordera-t-elle la question des ventes d'armes de la France à quelques dictatures moyen-orientales ? S'ils y songeaient, ses scénaristes pourraient s'inspirer de l'actualité.

En effet, suite à une plainte du ministère des Armées, la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) a convoqué trois journalistes pour « atteinte au secret de la défense nationale ».

Des émules de James Bond auraient-ils sapé ce secret en publiant une enquête pour un pool de médias ayant pignon sur rue : Radio France, Arte, Mediapart... ? En fait, leur crime est d'y avoir démontré que le gouvernement ment de façon éhontée sur ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. En effet, il prétend qu'elles ne leur servent qu'à se défendre, mais pas à tuer au Yémen, alors qu'ils y mènent depuis 2014 une

guerre qui a déjà fait plus de 10000 morts, surtout des civils.

Ce que ces journalistes ont révélé ne peut être contesté en haut lieu, car ils ont fondé leur enquête sur une note de la DRM (Direction du renseignement militaire). Intitulée « Yémen – situation sécuritaire », cette note avait été remise en septembre dernier à la ministre des Armées, au Premier ministre et à celui des Affaires étrangères. Et elle établissait que, entre autres armements de fabrication française, des chars Leclerc, des blindés Aravis, des Mirage 2000, des hélicoptères Cougar et Dauphin, des canons Caesar ainsi que des radars Cobra servaient aux troupes saoudiennes et

émiraties contre la population yéménite.

Mais comme 60 % des exportations d'armes françaises vont au Proche et Moyen-Orient, et que Ryad et Abou Dhabi sont leurs principaux acheteurs dans la région, l'État français se fait discret sur le sujet. Et pour éviter que des données trop précises nuisent à ce business sanglant, mais très profitable pour les industriels de l'armement, il suffit de classer « confidentiel défense » toutes les informations dites sensibles qui s'y rapportent.

Premier avantage : cela permet d'incriminer toute personne qui, ne se pliant pas au secret imposé, brise le silence sur la question. Et puis cela couvre nos dirigeants quand ils abordent le sujet en mentant comme des arracheurs de dents. Car il faut un sacré culot pour, telle la ministre des Armées, signer d'une main des contrats d'armement et,



Tournage du *Bureau des légendes*.

l'autre main posée sur le cœur, parler d'une « guerre sale » en prétendant : « *Tous nos efforts* (visent à) *essayer d'arrêter ce conflit*. » Et peu après la parution de l'enquête « interdite », Florence Parly jouait encore à la blanche colombe : « *À ma connaissance, ces armes ne sont pas utilisées de façon offensive (...) en tout cas, moi, je n'ai pas d'éléments de preuve permettant de dire cela*... » alors qu'elle avait reçu et lu la note de la DRM le prouvant !

Il ne faut pas s'étonner que la justice, le ministère des Armées et la DGSI incriminent des journalistes qui n'ont fait que leur travail en publiant cette note. Car l'État ne serait plus l'État s'il ne mentait pas en permanence, et ne protégeait pas les mensonges de son personnel dirigeant, pour camoufler au bon peuple qu'il est au service du grand capital. Et pas seulement chez les marchands de canons.

**Pierre Laffitte**

## Université de Metz : “pas de racisme dans ma fac”

Mardi 30 avril, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Metz contre le racisme, à l'appel d'étudiants africains, soutenus entre autres par SOS-Racisme et l'UNEF.

« Pas de racisme dans ma fac », ont scandé les manifestants de toutes origines. La semaine précédente, vendredi 26 avril, on avait appris que plusieurs étudiants de deuxième année de sociologie de l'université

de Metz prenaient en photo, à leur insu, des étudiants et des membres du personnel noirs, pour ensuite tenir des propos racistes sur les réseaux sociaux.

Les actes racistes ne doivent pas rester sans réaction. La manifestation, animée et nombreuse, a fait chaud au cœur des étudiants africains du campus et de tous les antiracistes.

**Correspondant LO**



## CKB – Allonnes : les travailleurs ne doivent pas payer !

L'entreprise CKB d'Allonnes, près du Mans, produit des connecteurs pour les secteurs ferroviaire et pétrolier offshore.

Au mois de janvier, le groupe américain TE Connectivity qui possède l'entreprise annonçait la suppression de 136 postes sur 162. La direction comptait délocaliser une partie de l'activité aux États-Unis et l'autre partie en Pologne.

Un mois et demi après, le groupe faisait machine arrière car il s'apercevait qu'il ne pouvait pas honorer de très nombreuses commandes sur le secteur Offshore ! Le nombre de

licenciements passait alors de 136 à 87 avec le maintien de 75 emplois. Cette annonce avait provoqué la colère des salariés qui s'étaient mis immédiatement en grève. Après leur avoir expliqué pendant des mois qu'il n'avait plus besoin d'eux, leur patron revenait sur sa décision, montrant à quel point il leur avait raconté des histoires ! D'autant plus que les caisses sont pleines : TE Connectivity, géant du secteur, a fait plus de 1,4 milliard d'euros de profit en 2017.

Le 8 avril, la suppression de ces 87 emplois était

confirmée. Le dernier espoir que les emplois soient sauvés tombait. Depuis vendredi 26 avril, les salariés se sont remis massivement en grève, stoppant toute la production. Ils veulent obtenir un plan d'accompagnement pour ceux qui vont être laissés sur le carreau !

Mardi 30, pendant qu'une partie des salariés restait devant l'usine, une cinquantaine de travailleurs sont allés distribuer des tracts et discuter sur le marché d'Allonnes où ils ont reçu de nombreux signes d'encouragement !

**Correspondant LO**

## C & A : fermeture de magasins

L'enseigne de vêtements C & A prépare la fermeture de plusieurs magasins en France. Le syndicat FO dit craindre quatorze fermetures et 120 suppressions d'emplois.

En France C & A possède 150 magasins, et plus de 1500 en Europe. Cette chaîne, basée en Allemagne, est la propriété de la holding Cofra, domiciliée en Suisse et,

elle-même aux mains de la famille germano-hollandaise Brenninkmeijer. Avec une fortune de plus de 20 milliards d'euros, cette famille bourgeoise est une des plus riches d'Europe.

C & A ne rend aucun compte, si ce n'est à ses actionnaires familiaux. On sait juste que C & A se vantait encore en 2017-2018 d'une croissance de ses

ventes de 4%, tout en fermant des magasins pour accroître encore sa rentabilité. C'est ce que la direction appelle une « adaptation de son réseau ».

Il n'y a aucune raison pour que les travailleurs perdent leur emploi pour qu'une famille de milliardaires ajoute quelques millions à son capital.

**Lucien Détroit**

## Vinci: pollueur à l'insu de son plein gré

À la suite d'une plainte de deux associations de pêcheurs, Vinci-construction a admis mercredi 24 avril avoir déversé du béton dans la Seine, de manière involontaire prétendent ses dirigeants.

Cette pollution vient de leur site de Nanterre, qui alimente en béton le chantier de construction de l'extension de la ligne du RER E. Depuis plusieurs mois, le système qui recycle les eaux de nettoyage des camions-toupies était en panne. Au lieu de le réparer, une fosse a été creusée pour réceptionner le résidu issu des camions. Celle-ci ayant fini par déborder, un écoulement vers la Seine a donc été facilité et dissimulé. Et

on voudrait faire croire que cela a été réalisé de manière complètement involontaire!

Le groupe Vinci a totalisé un bénéfice de près de 3 milliards d'euros, en progression de 8,6% par rapport à l'année précédente. Il y a donc largement de quoi prendre les mesures nécessaires pour éviter ces saccages. Mais, pour ce grand groupe, il n'y a pas de petites économies!

D'après l'une des associations, la pollution aurait



Vinci déverse ses eaux usées dans la Seine à Nanterre.

commencé en 2018. Plusieurs centaines de mètres de rivage sont touchés. À l'endroit de l'écoulement, où le fond est d'ordinaire de un à deux mètres, il ne reste plus que quinze à trente centimètres d'eau. La faune et la flore sont complètement détruites.

Comme toujours dans ce cas, l'instruction risque d'être longue. Le groupe

Vinci a fait savoir qu'il allait mener une enquête interne et sanctionner si des responsabilités individuelles étaient établies. Trouver un lampiste, un groupe comme Vinci sait le faire, mais c'est la logique de ces grands groupes capitalistes qui est en cause: faire du profit à tout prix sans tenir compte de l'environnement.

**Aline Urbain**

## Toyota – Onnaing : communication à dormir debout

Mardi 23 avril, à l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord, au retour d'une semaine d'arrêt pour cause de

travaux, on a eu droit à une communication un peu spéciale sur toutes les lignes, faite par les chefs avant la

prise de poste.

Ainsi, à 5h30, alors que la plupart des salariés se lèvent autour de 4 heures du matin pour assembler des voitures, ils ont eu droit à toute une série de conseils pour bien dormir.

Outre le rappel que bien dormir fait partie des besoins physiologiques primaires, au même titre que manger ou boire, il a aussi été dit que dormir permet à l'organisme de récupérer et régénérer les cellules, d'améliorer la bonne forme du corps et qu'au contraire le manque de sommeil peut générer une baisse d'énergie, et parfois même du diabète et de l'hypertension!

Alors, dans le cadre du mois de la santé décrété par la direction de l'usine, celle-ci nous a proposé de l'aide: une conférence avec un médecin spécialiste du sommeil, organisée le lendemain après et avant le travail, en fonction des équipes.

La communication s'est conclue par un slogan: « Prenons soin de nous, des professionnels sont à notre écoute! » Autant dire que tout cela a été pris comme une provocation de plus, surtout par celles et ceux qui sont contraints de travailler en nuit fixe, de 21h45 à 5h26 du matin.

**Correspondant LO**

**ORIGINE FRANCE GARANTIE**

Division Communication

23 avril 2019

**TMMF**  
FLASH n° 2935

---

**Mois de la santé :  
Des conseils pour bien dormir !**

**Savez-vous que dormir ... ?**

- Équivaut à 1/3 de notre temps durant notre vie
- Fait partie des besoins physiologiques primaires, au même titre que manger ou boire

<p><b>Dormir permet ...</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De bien assimiler les informations</li> <li>- À l'organisme de récupérer et régénérer les cellules</li> <li>- De booster l'énergie</li> <li>- D'améliorer la bonne forme du corps</li> </ul>	<p><b>Le manque de sommeil chronique peut générer ...</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une baisse d'énergie</li> <li>- Irritabilité, lassitude, voire dépression</li> <li>- Une baisse de concentration, de vitesse de réaction,</li> <li>- Des difficultés à prendre des décisions</li> <li>- Du diabète, de l'hypertension</li> </ul>
---	---

## Alençon : ils créent des emplois, qu'ils disent

À Alençon, où près de 20% des magasins du centre-ville sont fermés, on annonce l'ouverture cet automne d'un restaurant Burger King. L'enseigne déclare vouloir recruter 53 personnes en CDI. Juste à côté, un magasin But est également annoncé.

Et cela suffit pour que la presse régionale et les politiciens locaux décernent des lauriers à ces investisseurs qui disent se préoccuper du développement de l'emploi dans la ville et ses alentours.

Vraiment? Sur les 53 recrutements en CDI dont parle Burger King, seuls les trois managers seront

embauchés pour 35 heures. Les 50 équipiers n'auront droit qu'à des contrats de 24 heures hebdomadaires. Le burger se veut royal, comme les profits escomptés. Mais les salaires seront mini.

Et à propos du magasin But, dont on encense le patron, la riche famille Desjouis, à la tête d'un puissant groupe de transport et de nombreux biens immobiliers à Alençon et ailleurs, on nous parle moins du magasin Conforama qui est menacé de fermeture et ses employés de licenciement.

**Correspondant LO**

## Champs-sur-Marne : les postiers en grève

Près de 80% des quarante facteurs du centre de courrier de Champs-sur-Marne, en Seine-et-Marne, sont en grève depuis le 8 avril avec la CGT et Sud. Ils distribuent le courrier sur Noisiel, Croissy-Beaubourg, Lognes, Champs et Émerainville, soit une population de 70 000 personnes. Ils refusent la réorganisation méridienne qui, en instaurant une coupure le midi, les ferait terminer à 17 heures au lieu de 13h30 actuellement.

Les grévistes ont pu vérifier qu'ils avaient la sympathie de la population. Des pétitions affichées dans les halls des HLM ont été spontanément remplies. Ils se sont réunis tous les matins

devant le bureau de poste principal de Champs pour prendre les décisions.

La direction fait travailler les cadres et des jeunes précaires pour essayer d'éponger le travail. Mais les casiers sont pleins de courrier non distribué.

La direction a commencé à reculer en laissant la moitié de l'équipe sur les anciens horaires. L'autre moitié garderait la coupure mais terminerait à 15h30. Ce lundi 29 avril, les grévistes ont voté la continuation de la grève pour obtenir la suppression de la méridienne pour tout le personnel. Ils sont toujours aussi déterminés.

**Correspondant LO**



## Dans nos bulletins d'entreprise

### Pilotage et enfumage

Dans bien des endroits, La Poste classe les usagers selon la quantité de courrier qu'ils reçoivent et stocke le courrier de ceux qui en ont le moins, afin que le facteur ne passe que deux ou trois fois par semaine.

La Poste appelle cela la distribution pilotée, mais ce qu'elle pilote c'est la non-distribution.

*La Poste Minimes-La Vache  
Toulouse*

### L'empoisonnement de masse

Pendant des décennies, les sidérurgistes étaient habillés avec des vêtements en amiante. Toutes les protections des machines étaient en amiante. Tous les joints étaient en amiante pur.

Et maintenant que des centaines d'entre nous sont malades ou décédés, peu de responsables prennent en compte l'anxiété de cette situation.

À nous de faire reconnaître le préjudice.

*ArcelorMittal Florange*

### De plus en plus dégradé

Lorsque l'on circule le long des routes, le spectacle qu'offre le réseau téléphonique aérien ressemble de plus en plus à un écheveau à tricoter.

Les poteaux qui portent les câbles sont de travers, bien souvent dans un état de vétusté extrême. Les câbles pendent dans tous les sens et deviennent dangereux pour les passants. Ils sont en surnombre sur les poteaux, mal fixés. Les boîtes de protection et les coffrets restent bien souvent sans leur couvercle de protection et exposent les connections aux intempéries.

Voilà l'image du réseau téléphonique moderne du 21<sup>e</sup> siècle qui est offerte à tous.

*France Télécom Montpellier*

### L'argent public au service de PSA

On le sait, PSA cherche 200 nouveaux contrats pro. Ce sont des travailleurs exploitables à peu de frais, voilà pourquoi PSA les veut.

Mais PSA ne se donne même pas la peine de les chercher ni de les former. Comme le montre l'article de la *Voix du Nord* de Cambrai du 25 avril, c'est Pôle emploi qui sélectionne les candidats et qui les forme dans la foulée. Et c'est le conseil régional qui paye, avec l'argent de nos impôts.

*Sevelnord Hordain*

# Hôpitaux : état d'Urgences

**Des services d'urgences hospitalières unissent leurs voix pour faire éclater le scandale des conditions d'accueil des patients. La démarche, initiée à Paris, commence à fédérer des hôpitaux d'autres villes.**

Une prime de 100 euros proposée par le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris est dénoncée comme inégalitaire par les infirmiers et les aides-soignants mobilisés, car elle ne bénéficierait qu'aux infirmiers qui font l'accueil, alors que les risques et les difficultés sont les mêmes pour tous. Tout en faisant bloc entre eux, les paramédicaux des Urgences pensent obtenir une revalorisation salariale et des effectifs, avec l'argument de la spécificité de leur travail. Cependant, au fur et à mesure qu'ils détaillent la saturation des Urgences, ils en viennent eux-mêmes à dénoncer la régression de tout le système hospitalier.

En fait, les services d'urgences sont la pointe la plus visible de l'iceberg. Faute d'avoir obtenu une consultation dans un délai raisonnable, des patients arrivent dans un état aggravé. Faute de lits disponibles dans les divers services spécialisés, les malades pris en charge restent aux Urgences, mobilisant des soignants qui ne peuvent pas s'occuper assez rapidement des derniers arrivés. À Valence, le clip vidéo chanté par l'équipe des Urgences reflète le plan d'économies drastiques infligé à tout l'hôpital.

La fermeture de services d'urgences dans les hôpitaux périphériques

entraîne l'engorgement des Urgences de l'hôpital principal, comme à Mulhouse où le personnel a manifesté en filtrant les entrées, vendredi 26 avril. La transformation d'un hôpital local en Ehpad ou bien en hôpital de proximité, où la Maternité fermée est réduite à un centre de suivi périnatal, a le même effet. C'est contre ce type de déclassement de leur hôpital que travailleurs et usagers ont manifesté samedi 27 avril à Morlaix. Depuis cinq mois, le mouvement des gilets jaunes s'est largement fait l'écho de la dégradation des possibilités de soins.

À Paris, lors des grands débats organisés en février dans plusieurs grands hôpitaux, des personnels de toutes catégories avaient vertement exprimé leur indignation de pouvoir de moins en moins soigner correctement. Et lundi 15 avril, sur fond de grève des Urgences, lors de la séance de restitution de ces grands débats, le directeur de l'AP-HP et celui de l'agence régionale de santé (ARS) se sont fait directement prendre à partie. Une aide-soignante de la Pitié-Salpêtrière, citée par le journal *Libération*, leur a crié : « Vous vivez dans un microcosme, on vous fait des compliments, mais venez voir. Nous, nous sommes des petits ouvriers qui tentons



Aux Urgences de Mulhouse en grève.

de rester humains. »

Jeudi 25 avril, dans son discours, Macron a prétendu ne plus vouloir fermer d'hôpitaux mais a confirmé leur réorganisation. Buzyn, la ministre de la Santé, promet, elle, d'augmenter les crédits consacrés à la qualité et à la pertinence pour les établissements de santé : des carottes pour les

directeurs qui feront semblant de faire mieux avec moins. En ce qui concerne la psychiatrie, dont le personnel s'est mobilisé l'été dernier, elle annonce une refonte du financement pour réduire l'inégalité entre établissements, mais à enveloppe constante : de la démagogie pour jouer les uns contre les autres.

Parmi les grévistes des Urgences, certains comprennent que, pour inverser la politique en cours, il faudrait que le mouvement se généralise à tous les autres services. Déjà le simple fait qu'ils ne se laissent pas faire est un encouragement pour tous les travailleurs hospitaliers et au-delà.

**Correspondant LO**

## Strasbourg : grève aux Urgences

Les services des urgences des hôpitaux universitaires de Strasbourg étaient en grève lundi 29 avril, pour dénoncer un manque de lits et de personnels. L'an dernier, 70 lits ont été supprimés. Au premier janvier 2019, 25 lits seulement ont été rouverts, mais il manque des bras pour qu'on puisse les utiliser.

Cette journée de grève venait après trois droits d'alerte déposés depuis le début de l'année. Des négociations engagées depuis le 25 avril ont permis le paiement de heures supplémentaires, mais seulement jusqu'à 50 heures, ou la pérennisation de quelques postes, mais en nombre bien insuffisant. Même si bien des

grévistes étaient assignés par la direction et sont venus travailler avec un autocollant rouge « en grève » sur leur blouse, une cinquantaine d'agents qui n'étaient pas de service se sont rassemblés devant les Urgences du nouvel hôpital civil, pour dénoncer la situation et mettre la pression sur la direction.

**Correspondant LO**

## SNCF : mensonges sur toute la ligne

**Guillaume Pépy, actuel président de la SNCF, dans une interview au *Journal du dimanche* du 28 avril a montré une nouvelle fois qu'il maîtrisait l'art de répondre à côté et de mentir par omission.**

L'augmentation spectaculaire des tarifs, en particulier sur les liaisons province-province ? En bon commercial, il se contente de faire de la pub pour des cartes de fidélité comme Ouigreen, qui permettra prochainement aux usagers de bénéficier d'heures de trottinette ou de voiture électrique.

La disparition des guichets et des petites gares ? Pépy annonce la vente de billets dans des bureaux de tabac, prouvant qu'il est le roi de l'enfumage.

La forte diminution des trains Intercités, amenés à disparaître ? Pépy renvoie

la balle aux régions ou à la concurrence du privé qui doit débarquer à la fin de l'année. Comme si le privé allait faire fonctionner ce que la SNCF juge elle-même non rentable !

Enfin, la main sur le cœur, Pépy assène : « Il n'y a pas de plans de fermeture de petites lignes. » Mais, avec ou sans plan, leur absence d'entretien et de renouvellement les condamnent à plus ou moins brève échéance. Le rapport Spinetta paru en février 2018, préluce à la réforme ferroviaire, indiquait : « Le maintien à long terme de ces lignes nécessiterait de tripler l'effort

de renouvellement, pour atteindre environ 500 millions d'euros annuels. À niveau d'effort constant, selon SNCF Réseau, 4 000 km de lignes sur 9 000 pourraient être fermés aux voyageurs d'ici 2026, en raison de leur obsolescence. » Et le même

rapport salivait d'avance sur l'économie de 1,2 milliard d'euros en infrastructure et en matériel, en cas de fermeture de ces lignes.

Face à la fronde des populations et des élus locaux et régionaux, la SNCF n'a depuis pas osé programmer

publiquement la fermeture de ces lignes. Elle se contente de se désengager, laissant les ralentissements asphyxier toujours davantage la circulation et la régularité des trains. Charge aux régions de prendre la responsabilité de financer les travaux de rénovation, ou de remplacer les lignes par des autocars.

Cela tombe bien : la SNCF se veut championne, non du train, mais des « nouvelles mobilités » : autopartage, VTC, covoiturage, bus, au travers de start-up et de filiales, Ouibus, Ouicar, etc. Des noms pompeux pour le retour à la bonne vieille bagnole ou à l'autocar, seuls moyens de circulation dans les régions les plus pauvres du globe.

**Christian Bernac**



# Morts au travail : l'exploitation tue

L'Organisation internationale du travail (OIT) a organisé le 28 avril une Journée mondiale sur la sécurité et de la santé au travail. Elle serait presque passée inaperçue, d'autant qu'elle tombait un dimanche, censé être un jour de repos, si l'OIT n'avait publié à cette occasion quelques chiffres parlants.

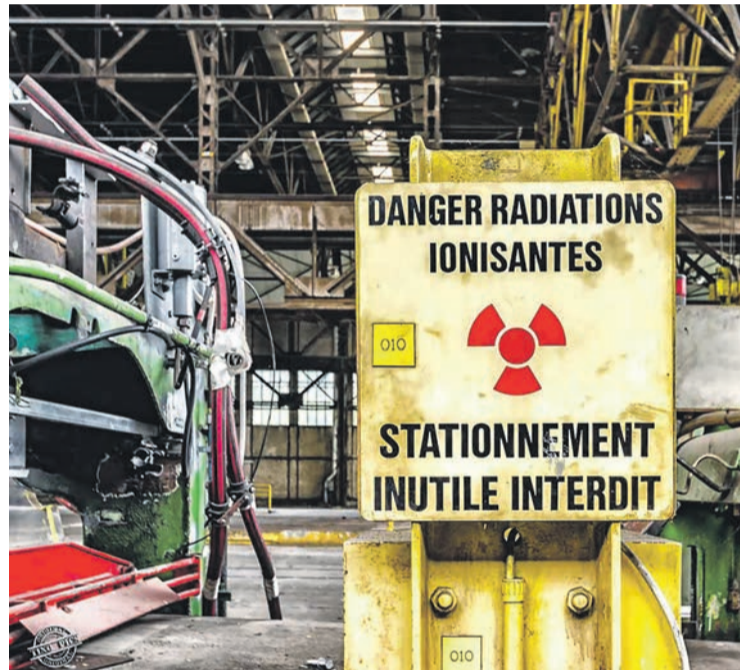
L'OIT a calculé que, chaque jour dans le monde, 7 500 personnes meurent à cause de leur travail, dont 6 500 de maladies professionnelles. Un chiffre que l'on aurait bien de la peine à vérifier, mais qu'en tout cas on ne peut suspecter d'avoir été gonflé par ce qui est une agence spécialisée de l'ONU. Il y aurait donc ainsi près de trois millions d'êtres humains qui succombent chaque année du fait ou des suites d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Pour comparaison, on estime qu'il y a moitié moins de morts par accidents de la route dans le monde (1,25 million en 2013). Mais si on en parle bien plus souvent que de tous ceux que le travail tue d'une façon ou d'une autre, c'est qu'il ne peut être question d'attirer l'attention sur cette hécatombe de travailleurs. Et surtout, sur ses responsables.

En fait, cette mort pro-

voquée de millions de travailleurs chaque année fait partie du fonctionnement normal du système capitaliste. Car, pour faire leurs profits et les accroître, les exploiters écrasent la santé et la vie des exploités.

Pierre Laffitte



# Les accidents du travail en France : des chiffres très en dessous de la réalité

Il est difficile d'obtenir des chiffres définitifs sur les accidents et morts au travail, même en France. Cela n'a rien à voir avec une quelconque question de calcul, mais avec ceux qui font ces calculs, le patronat et la Sécurité sociale, et avec ce qu'ils acceptent de reconnaître.

Ainsi en 2017, sur 1,2 million d'accidents de travail déclarés, à peine plus des deux tiers (870 000) ont été retenus comme tels. Et encore, la Sécurité sociale avance le chiffre de 632 000 (la moitié du total), ce qui

correspond plus ou moins aux accidents suivis d'arrêt.

On le sait, sur les chantiers, dans les usines ou les petites entreprises, les travailleurs en emploi précaire, en intérim, en attente de régularisation de leurs papiers vivent dans la crainte de perdre leur emploi s'ils déclarent un accident du travail, et bien sûr s'ils doivent s'arrêter. Même s'agissant de salariés en CDI, employeurs et cadres font souvent pression pour les dissuader de se mettre en accident. Quitte, parfois, à proposer un repos payé à la maison ou un dédommagement qui coûtent bien moins cher au patron que de se voir imputer une hausse de cotisation par la branche accidents du travail-maladies professionnelles de la Sécurité sociale. Pas étonnant que le taux moyen de cotisation des employeurs à la branche concernée de l'Assurance maladie ait

ainsi baissé l'an dernier.

Quant aux morts au travail, là aussi les chiffres officiels minorent fortement leur nombre. L'Assurance maladie en annonce 550 pour 2017. Mais, c'est au moins du double qu'il s'agit, si l'on compte pour cette même année les personnes tuées sur le trajet domicile-travail (250) et celles qui sont mortes des suites de maladies reconnues professionnelles (300). Et ces chiffres ne prennent en compte ni les fonctionnaires ni les travailleurs détachés ou indépendants, ni tous ceux que les statistiques officielles ignorent parfois, alors qu'ils sont morts du fait de leur travail, de ses conditions ou de sa perte, comme ce salarié sarthois de la papeterie Arjowiggins qui s'est suicidé alors qu'il venait de recevoir sa lettre de licenciement.

Sur la place du moindre village, il y a un monument aux morts. À ceux qui ont péri durant les deux guerres mondiales. Combien faudrait-il élever de monuments à la mémoire des millions de victimes de l'exploitation capitaliste?

P.L.

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Élections européennes

## Contre le grand capital, le camp des travailleurs



V. VIANNET

### Meeting à Paris Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier têtes de liste de Lutte ouvrière

**Vendredi 10 mai à 20 h 30**  
Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité  
Entrée libre

Le meeting sera retransmis en direct sur Internet. Néanmoins, nous encourageons vivement nos amis et camarades à venir assister au meeting, car Internet ne remplacera jamais les femmes et les hommes, les militants en chair et en os.

## À travers la campagne

Lors de la réunion publique de Jean-Pierre Mercier au Havre, le 26 avril, plusieurs gilets jaunes ont pris la parole pour dire qu'avec Lutte ouvrière, ils avaient « la lutte en commun », mais en demandant quand est-ce que Lutte ouvrière allait rejoindre le mouvement, parce que ce qu'il faut maintenant, c'est « tout foutre en l'air ».

Jean-Pierre a salué la lutte et la ténacité des gilets jaunes, mais expliqué qu'à terme, « ce n'est pas l'occupation des ronds-points ni les manifestations le samedi qui vont faire réellement peur à ceux qui dirigent la société, c'est-à-dire les ultra-riches, les Pinault, Arnault, Peugeot, Bolloré. Occuper les ronds-points, c'est bien... mais occuper les usines, c'est mieux, parce que c'est là que se fabrique le profit de ces gens-là ».

À Hendaye le 27 avril, la première personne à intervenir après l'introduction de Jean-Pierre a dénoncé l'agonie sans fin du capitalisme et sa certitude d'un prochain krach boursier, sa crainte d'une crise climatique menaçant l'avenir de l'humanité. Cet intervenant a poursuivi en disant redouter la violence, aussi bien celle de l'État que celle des mouvements de contestation. Beaucoup

dans la salle ont réagi vivement: « La violence, on la subit tous les jours »; « Il y a de la violence parce que le système est à bout de course. »

Jean-Pierre a répondu: « Nous, on mise sur les travailleurs pour changer le fonctionnement de l'économie. Est-ce que ça se passera dans le calme ou la violence? On ne prône pas la violence pour la violence. Ce qu'il faut surtout, c'est que les travailleurs s'organisent; ce qui manque, c'est un parti ouvrier pour cela. »

Un autre intervenant a raconté sa vie de travailleur intérimaire dans les années 1990; il disait que d'année en année, d'entreprise en entreprise et parfois d'une région à l'autre, il avait été témoin de la dégradation de la condition ouvrière. Engagé dans le combat des chômeurs ou sur le terrain du logement, il revendiquait un meilleur partage des richesses. Jean-Pierre était

entièrement d'accord sur l'évolution des conditions de travail; par contre sur la revendication de mieux partager les richesses, il a répondu: « C'est celui qui tient le couteau qui fait le partage et nous, ce que nous voulons, c'est nous emparer du couteau », ajoutant que la bourgeoisie ne partagerait rien et qu'il faudrait lui enlever la propriété de ses entreprises.

Un dernier intervenant a demandé pourquoi nous ne faisons pas une union de toute la gauche, dont il excluait le PS. À propos du PCF, Jean-Pierre a rappelé qu'il fallait se souvenir, alors que la privatisation d'Aéroport de Paris était à l'ordre du jour, que c'était Gayssot, ministre PCF des Transports sous Jospin-Chirac, qui avait ouvert le trafic aérien au privé. « À chaque fois que la gauche est passée au gouvernement, on en a pris plein la tête et ça a été démoralisant pour les militants eux-mêmes. Nous ne voulons pas entretenir les illusions électorales. C'est ça qui a anéanti les idées de lutte de classe dans la tête des travailleurs. »

## Réunions publiques

### Avec Nathalie Arthaud

#### Orléans

Judi 2 mai à 20 h 30  
Centre de conférences  
9, place du 6 Juin-1944

#### Tours

Vendredi 3 mai à 20 h 30  
Centre de vie du Sanitas  
10, place Neuve

#### Nancy

Samedi 4 mai à 17 heures  
Salle Léon-Adler  
2, rue Claude-Duruet

#### Dijon

Mardi 7 mai  
à 18 heures  
Salle du Clos-Vougeot  
Palais des congrès

#### Strasbourg

Samedi 11 mai  
à 15 heures  
Maison  
des associations  
Place des Orphelins

### Avec Jean-Pierre Mercier

#### Rouen

Judi 2 mai à 19 heures  
Salle de la Halle aux toiles  
Place de la Basse-Vieille-Tour

#### Pamiers

Samedi 4 mai à 15 heures  
Salle Espalioux  
rue Jules-Amouroux

#### Perpignan

Samedi 4 mai à 19 heures  
Salle des Libertés  
3, rue Edmond-Bartissol

#### Besançon

Mercredi 8 mai  
à 19 heures  
Petit Kursaal  
2, place du Théâtre

#### Caen

Judi 9 mai à 20 h 30  
Centre des congrès  
13, avenue Albert-Sorel

#### Les Mureaux

Samedi 11 mai à 16 h 30  
Salle SRV  
24, avenue Paul-Raoult

## Fêtes de Lutte ouvrière

### Bourges

Samedi 18 mai à partir de 14h30  
Salle des fêtes de Vignoux-sous-les Aix

Intervention de Nathalie Arthaud à 18 h 30

### Marseille

Dimanche 19 mai à partir de 11 heures  
Parc de loisirs de Valabre - RD 7 - Gardanne

Intervention de Nathalie Arthaud à 16 heures

## Les prix flambent : augmentez les salaires

Le prix de l'essence à la pompe est aujourd'hui au plus haut. Le litre de sans-plomb 95 affiche en moyenne 1,55 euro, un record depuis 2013.

Le litre de diesel est, quant à lui, à 1,48 euro, soit juste en dessous du pic observé en octobre dernier, avant le mouvement des gilets jaunes.

Que cette augmentation provienne cette fois de l'augmentation du cours du pétrole ou encore de manipulations et spéculations monétaires, plutôt que de l'augmentation des taxes, importe peu: l'addition est de toute façon payée par les automobilistes et remplit les coffres des capitalistes.

Le mouvement des gilets jaunes a contraint le gouvernement à annuler l'augmentation prévue de la taxe carbone sur le diesel. Tant mieux. Mais cela ne protège

en aucun cas les travailleurs de la hausse des prix, de l'essence comme des autres produits, imposée par les capitalistes.

Seule une augmentation générale des salaires, des pensions et allocations et leur revalorisation automatique, en fonction de la hausse des prix, peut stopper la dégradation du niveau de vie des classes populaires.

Le monde du travail devra imposer cette mesure cruciale par une mobilisation générale. Le vote Lutte ouvrière aux élections européennes sera une manière de l'affirmer.

Christian Bernac

Pour en savoir plus : [www.lutte-ouvriere.org/europeennes](http://www.lutte-ouvriere.org/europeennes)